



N° 3 - Avril 2008

Panorama au 11 avril 2008

Éditorial

Surfaces de céréales à paille au plus haut niveau depuis 24 ans

En mars 2008, les prix alimentaires à la consommation continuent de grimper. Leur hausse sur un an atteint 5,6 %. Depuis janvier 2008, cette progression s'est particulièrement accélérée pour les pains et céréales, les produits laitiers et les huiles et graisses. Quant aux prix des produits agricoles à la production, la hausse sur un an se stabilise en janvier-février 2008 pour l'ensemble, mais à un niveau encore élevé. Elle s'accroît toujours pour le blé tendre, les oléagineux et le lait de vache, les vins retrouvant une vigueur plus modérée. En revanche, les prix du maïs, de l'orge et des légumes régressent pour les productions végétales, ainsi que les prix des veaux et des porcins pour les productions animales (*Infos rapides Prix agricoles et alimentaires, n° 4/10, avril 2008*).

Pour les grandes cultures, les surfaces totales de céréales à paille confirment l'optimisme des estimations du début de l'année. Elles augmentent pour la cinquième année consécutive et atteignent leur meilleur niveau depuis 24 ans, contrairement au colza

et aux protéagineux qui sont en repli (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 2/10, avril 2008*). En 2008, le blé tendre a particulièrement bénéficié de la suspension provisoire de l'obligation de jachères décidée par la Commission européenne et de la très forte croissance des cours dans une situation mondiale très tendue (*Le blé tendre profite de la suppression des jachères et de la flambée des cours, Grandes cultures n° 2008/16*).

Selon les fruits et légumes d'hiver, les campagnes se concluent plus ou moins heureusement.

Les choux-fleurs et brocolis sont en légère reprise dans la campagne 2007, après dix ans de baisse. Entre 1998 et 2007, la production française de chou-fleur a baissé, mais modérément grâce à des rendements meilleurs qui ont compensé la baisse des surfaces. Le chou-fleur et le brocoli ont cédé leur première place de légume exporté mais, en revanche, en produit transformé, le chou-fleur se développe (*Chou-fleur en légère reprise dans la campagne 2007/2008, Légumes*

n° 2008/17). Pour les salades, la campagne de commercialisation reste difficile en avril 2008 (*Infos rapides Légumes, avril 2008*).

La campagne 2007 des poires de table françaises a été variable selon les variétés. Contrairement aux poires d'été qui ont profité d'un marché réceptif, les poires d'automne et d'hiver sont arrivées sur un marché plus encombré (*Marché animé en poires d'été, plus tiraillé ensuite, Fruits n° 2008/18*).

Pour les vins, en 2008, le marché se conforte dans la dynamique de sortie de crise. Les prix ont continué d'augmenter ces derniers mois en raison d'une réduction très nette des disponibilités et d'une demande toujours soutenue. En outre, le dynamisme du commerce extérieur de 2007 confirme le redressement entrevu l'année précédente (*Le marché viticole poursuit sa dynamique de sortie de crise, Viticulture n° 2008/19*).

Pour les productions animales, les filières ovine et porcine françaises sont confrontées à une situation difficile. En

2007, le troupeau ovin viande poursuit son déclin d'origine structurelle. Malgré cela, la France conserve toutefois la troisième place des pays européens producteurs de viande ovine (*Le déclin de la filière ovins viande se poursuit, Ovins n° 2008/20*).

Malgré une forte progression du cours du porc charcutier en mars 2008, la situation reste critique pour les éleveurs de porcs mais elle devrait s'améliorer au deuxième semestre 2008 grâce à une réduction de l'offre attendue sur le marché européen (*Situation très difficile des éleveurs de porcs, malgré la remontée des prix, Porcins n° 2008/21*).

Au contraire, en 2007, les producteurs de volailles sortent de la crise de l'influenza aviaire. La production, et les

exportations, dépassent celles de 2006 (*La production de volailles reprend en 2007, Aviculture n° 2008/22*).

La flambée du coût de l'aliment, malgré la substitution croissante du maïs au blé, réduit les marges des éleveurs, de porcs et de volailles en particulier, et le coût des intrants s'alourdit pour la plupart des exploitations (*Infos rapides Moyens de production, n° 4/10, avril 2008*).

En 2007, après un recul en 2006, l'excédent commercial français des produits laitiers atteint un niveau record. Il a été gonflé par les exportations que la demande mondiale fortement croissante et la flambée des cours mondiaux des produits laitiers ont dynamisées (*Produits laitiers : excédent commercial record en 2007, Lait n° 2008/23*). En février 2008, les produits laitiers concou-

rent, avec les boissons et les céréales, à l'amélioration du solde agroalimentaire français grâce à la croissance des ventes vers l'Union européenne (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire n° 4/12, avril 2008*).

En 2007, l'activité des industries agroalimentaires a progressé dans plusieurs secteurs et l'emploi salarié, en recul depuis quatre ans, s'est stabilisé. Le chiffre d'affaires a fortement progressé sous l'impulsion d'une forte croissance des prix dans de nombreux secteurs, en particulier dans ceux de la transformation des céréales et du lait (*En 2007, bonne tenue de l'activité des IAA sur fond de hausse de prix, Industries agroalimentaires n° 2008/24*).

Christine Deroin

Sommaire des synthèses

Productions végétales

Suspension des jachères obligatoires et flambée des cours profitent au blé tendre, <i>Grandes cultures</i>	5	Hervé Schoën
Chou-fleur en légère reprise dans la campagne 2007/2008, <i>Légumes</i>	9	Joëlle Fressignac
Marché animé en poires d'été, plus tiraillé ensuite, <i>Fruits</i>	13	Géraldine Labarthe
Le marché viticole poursuit sa dynamique de sortie de crise, <i>Viticulture</i>	17	Pierre Carrelet

Productions animales

Le déclin de la filière ovins viande se poursuit, <i>Animaux de boucherie - Ovins</i>	21	Nadine Loirette
Situation très difficile pour les éleveurs de porcs, malgré la remontée des prix, <i>Animaux de boucherie - Porcins</i>	25	Géraldine Martin-Houssart
La production de volailles reprend en 2007, <i>Aviculture</i>	29	Christian Pendariès
Produits laitiers : excédent commercial record en 2007, <i>Lait</i>	33	Lionel Hébrard

Industries agroalimentaires

En 2007, bonne tenue de l'activité des IAA sur fond de hausse de prix, <i>Industries agroalimentaires</i>	37	Jacqueline Paris
---	----	------------------

Organismes et abréviations	49	
-----------------------------------	-----------	--

Pour en savoir plus	51	
----------------------------	-----------	--

Liste des Infos rapides citées dans l'éditorial

<i>Grandes cultures et fourrages</i> , n° 2/10, avril 2008	Hervé Schoën
<i>Légumes</i> , avril 2008	Joëlle Fressignac
<i>Moyens de production</i> , n° 4/10, avril 2008	Jacqueline Paris, André Viguier
<i>Commerce extérieur agroalimentaire</i> , n° 4/12, avril 2008	Catherine Beller
<i>Prix agricoles et alimentaires</i> , n° 4/10, avril 2008	Christine Deroin

Retour éditorial

Suspension des jachères obligatoires et flambée des cours profitent au blé tendre

En 2008, l'emblavement des céréales pourrait augmenter de 500 000 hectares. La Commission européenne a en effet décidé de suspendre, au moins pour 2008, l'obligation de mise en jachère. Les cours des céréales ont en outre flambé, en raison d'une forte demande et de disponibilités limitées.

En 2008, le blé tendre serait la culture céréalière qui augmenterait le plus en surface

Cette augmentation serait d'environ 300 000 hectares. L'emblavement total devrait ainsi approcher 5,1 millions d'hectares. Il augmenterait de plus de 6 % par rapport à 2007, sur l'ensemble des régions françaises.

Le Poitou-Charentes croîtrait le plus, de près de 12 %. Il passerait ainsi au troisième rang des régions françaises en surfaces, au détriment de la Champagne-Ardenne qui perdrait une place. Les semis de la région Centre et de la Picardie seraient en hausse de 5 % et celles-ci resteraient les deux principales régions productrices de blé tendre. En 2008, la production française de blé tendre pourrait ainsi fournir un supplément avoisinant cinq millions de tonnes, dont 2,2 millions de tonnes seraient liées aux augmentations de surfaces et le reste au retour à un rendement moyen de 70 q/ha.

L'accroissement des surfaces pourrait s'expliquer par la flambée des cours

et la suspension de l'obligation de jachères. La levée du gel a en effet été décidée au moins pour 2008 par la Commission européenne. Quant à la cotation du blé tendre sur les marchés

financiers, sa valeur a presque doublé en une année pour atteindre un haut niveau au moment des semis. En 2008, le niveau des cotations devrait rester élevé selon l'USDA (United

En début d'année, l'enquête Terres labourables est la principale source des estimations de prévisions de semis

La présente étude s'appuie sur l'exploitation de l'enquête Terres labourables réalisée par le Scees entre novembre 2007 et janvier 2008.

L'objectif essentiel de cette enquête annuelle est d'estimer les rendements des principales cultures en terres labourables aux trois niveaux, départemental, régional et national. Elle sert également à l'estimation précoce de l'évolution des surfaces cultivées. Elle est effectuée par sondage auprès de 13 000 exploitants agricoles. Le questionnaire porte sur la surface principale et le rendement de l'en-

semble des cultures présentes sur l'exploitation, ainsi que sur les prévisions de semis pour l'année suivante.

Il est important de savoir qu'il s'agit d'intentions de semis qui, pour certaines cultures, sont encore loin de la période de semis elle-même. C'est la raison pour laquelle les prévisions de début d'année font l'objet d'un ajustement mensuel en cours d'année par le Scees. Ces chiffres officiels actualisés sont publiés chaque mois dans les Infos rapides Grandes cultures et fourrages, consultables sur le site Agreste.

States Department of Agriculture), compte tenu du bas niveau des stocks et de la forte demande mondiale.

Par rapport à 2007, la surface de l'orge augmenterait de 55 000 hectares...

La surface de l'orge approcherait au total 1,8 million d'hectares, augmentant de plus de 3 % par rapport à 2007. Les surfaces emblavées seraient en hausse ou en baisse selon les régions françaises. Elles s'étendraient dans les deux premières régions productrices d'orge, respectivement la Champagne-Ardenne (+ 5 %) et le Centre (+ 8 %). En 2008, la production d'orge fournirait un supplément de 1,7 million de tonnes, dont 350 000 tonnes liées aux gains de surface.

Cet accroissement des surfaces est du, comme pour le blé tendre, à la suppression des jachères et à la flambée des cours au moment des semis d'orge d'hiver. Au cours de la campagne 2007/2008, le cours de l'orge augmente fortement comme pour la plupart des céréales, malgré un décrochement en début d'année.

En 2008, ce sont les surfaces qui progresseraient le plus

Cultures	Variation des surfaces en milliers hectares 2008/2007	Évolution des surfaces en % 2008/2007
Céréales	+ 475	+ 5,2
Blé tendre	+ 310	+ 6,5
Blé dur	- 55	- 12,3
Orge	+ 55	+ 3,2
Maïs	+ 140	+ 9,1
Triticale	+ 30	+ 9,5
Autres céréales	- 5	- 3,8
Oléagineux	- 170	- 7,8
Colza	- 185	- 11,5
Tournesol	+ 25	+ 5,1
Autres oléagineux	- 10	- 7,9
Protéagineux	- 35	- 16,3
Betteraves industrielles	- 50	- 12,3
Pomme de terre	- 5	- 4,4
Maïs fourrage	+ 65	+ 4,8
Total Grandes cultures	+ 280	///
Jachères	- 370	- 30,1

Source : Agreste - Enquête Terres labourables

... et les surfaces en maïs grain de 9 %

Les surfaces de maïs grain dépasseraient 1,6 million d'hectares, et retrouveraient dès lors le niveau de 2005, augmentant ainsi de 140 000 hectares. Les trois premières régions productrices de maïs bénéficieraient d'emblavements en hausse, respectivement pour l'Aquitaine (+ 9 %), le Poitou-Charentes (+ 15 %) et la région Midi-Pyrénées (+ 9 %). Quelques régions prévoiraient au contraire des baisses de surface, principalement les Pays de la Loire et la Bretagne.

En 2007, la cotation du maïs avait atteint de nouveaux records. Cependant, depuis début 2008, les cours du maïs sont à la baisse, même s'ils restent à un niveau élevé. En outre, l'insuffisance des pluies hivernales et la vive concurrence d'autres cultures, surtout du blé et du tournesol, pourraient réduire les augmentations de surface initialement prévues.

À l'inverse, les surfaces en colza diminueraient de 185 000 hectares

Les surfaces de colza dépasseraient 1,4 million d'hectares, encore au-dessus du niveau de 2006. La diminution des surfaces est estimée à plus de 11 % par rapport à 2007 pour l'ensemble des régions françaises. Les surfaces de colza de la totalité des principales régions productrices de colza sont en repli. Elles diminueraient de 9 % dans la région Centre, de 10 % en Champagne-Ardenne et de 3 % en Bourgogne. Plusieurs raisons peuvent expliquer cette baisse des surfaces prévues en 2008. D'une part, les rendements médiocres des deux dernières campagnes, dus à une météo défavorable, ont déçu certains agriculteurs. D'autre part, au moment de la décision des semis en août-septembre, le cours du colza avait beaucoup moins augmenté que celui des céréales, et la suppression des jachères n'avait pas encore été décidée. Enfin, la prime européenne d'aide aux cultures énergétiques (ACE), a été réduite de 30 % en raison d'un dépassement du plafond fixé par la Commission européenne. Cependant, la perte de production française pour 2008 pourrait se limiter à moins de 50 000 tonnes. En effet, le

niveau du rendement en 2007 a été relativement faible à 29 q/ha, alors qu'il pourrait dépasser 32 q/ha en 2008, sur la base du rendement moyen des cinq dernières années. Cette hausse probable des rendements pourrait compenser en grande partie la baisse prévue des surfaces. Si le niveau de rendement était égal à celui de 2007, la perte de production en 2008 dépasserait en effet 500 000 tonnes.

En 2008, la betterave industrielle subit la réforme de l'OCM sucre qui pourrait réduire les surfaces de 12 % par rapport à 2007

Les surfaces de betterave industrielle atteindraient 340 000 hectares, leur plus bas niveau depuis plus de trente ans. Elles baisseraient ainsi de 50 000 hectares. Les surfaces diminueraient dans l'ensemble des régions françaises productrices. Les surfaces de betterave industrielle diminueraient de 13 % en Picardie, de 8 % en Champagne-Ardenne et de 9 % en Nord - Pas-de-Calais.

Cette baisse des surfaces est due essentiellement à la mise en place de

En 2007, le rendement des céréales est en baisse

Cultures	Variation des rendements (en q/ha) : 2007/ moyenne des 5 années précédentes	Évolution des rendements (en %) : 2007/ moyenne des 5 années précédentes
Céréales	- 4,5	- 6,4
Blé tendre	- 7,6	- 10,5
Blé dur	- 3,2	- 6,8
Orge	- 7,7	- 12,1
Maïs	+ 10,9	+ 13,0
Triticale	- 6,3	- 12,1
Autres céréales	- 4,2	- 9,3
Oléagineux	- 1,3	- 4,4
Colza	- 4,0	- 12,1
Tournesol	+ 2,1	+ 9,2
Autres oléagineux	- 0,3	- 1,2
Protéagineux	- 5,0	- 11,5
Betteraves industrielles	+ 62,3	+ 8,0
Pomme de terre	+ 31,3	+ 8,2
Maïs fourrage	+ 10,7	+ 9,0

Source : SAA

la réforme de l'OCM sucre. Celle-ci a entraîné des abandons volontaires des droits betteraviers, afin de pouvoir bénéficier d'indemnités. Ainsi, au 1^{er} janvier 2008, les industriels ont abandonné 490 000 tonnes de quota sucre, sur un total de 3,3 millions de tonnes avant la réforme. Cette réforme devrait préserver la possibilité de cultiver des betteraves, en garantissant un revenu minimum.

Le niveau des surfaces en betteraves hors quota (alcool, éthanol et sucre industriel) est difficile à quantifier. Le faible prix des contrats proposés par les industriels pour ces betteraves hors quota les rend peu intéressants pour les agriculteurs, notamment en comparaison des céréales aux cours très attractifs. Cependant, les besoins industriels augmentent, et les surfaces en betteraves hors quota pourraient rester stables en 2008.

En 2008, la jachère obligatoire est suspendue

La Commission européenne a décidé de suspendre la jachère obligatoire, au moins pour l'année 2008. Selon l'enquête Terres labourables, les surfaces en jachère pourraient ainsi diminuer en France de 370 milliers d'hectares. Cela correspondrait à une diminution de 30 % par rapport à 2007. La surface théoriquement disponible, soit 1,2 million d'hectares, ne peut pas être totalement utilisée pour les grandes cultures. En effet, la remise en culture des jachères se heurte à une certaine inertie, tout au moins pour celles qui ont été liées de façon permanente à une faible productivité, ou des difficultés de culture (dimension, accessibilité, pente, etc.). Les terres qui resteront en jachère peuvent être estimées au minimum à 400 000 hectares environ. A contrario, les 800 000 hectares restants pourraient être mobilisés plus ou moins rapidement. En 2004, pourtant, le passage du taux de gel de 10 à

5 % n'avait permis de réduire la jachère que de 170 000 hectares. Sur la base de ces indications, la faible diminution des surfaces en jachère prévues en 2008 malgré une disponibilité théorique importante pourrait en partie s'expliquer.

Créée en 1992 par la politique agricole commune (Pac), la jachère obligatoire a été mise en place dans une situation de surproduction. La mise en jachère obligatoire a toujours été considérée comme une variable d'ajustement de la production mais elle n'est plus d'actualité. Au contraire, les stocks mondiaux de céréales sont au plus bas depuis trente ans pour le maïs, et douze ans pour le blé. Les cours des matières premières agricoles flambent. Le blé comme le maïs sont au plus haut depuis dix ans. En 2007, le taux de gel obligatoire sur les terres arables pour bénéficier des aides communautaires était de 10 %.

Sources

- Enquête Terres labourables, Scees
- Statistique annuelle agricole
- Office national interprofessionnel des grandes cultures
- Revue *Semences et Progrès*

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- « Semis d'hiver : sole record pour les cultures d'hiver », Infos rapides Grandes cultures et fourrages, n° 1/10, février 2008.

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Légumes

Synthèse avril n° 2008/17

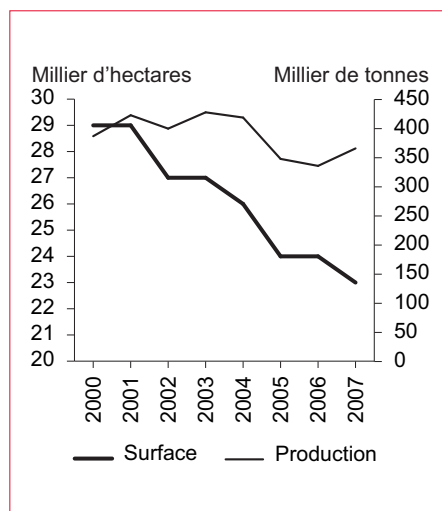
[Retour éditorial](#)

Chou-fleur en légère reprise dans la campagne 2007/2008

Entre 1998 et 2007, la production française de chou-fleur ne baisse que légèrement malgré la réduction des surfaces, grâce à de meilleurs rendements. Les exportations de choux-fleurs et brocolis baissent alors que leurs importations croissent légèrement, et le solde extérieur se réduit sur la période. La transformation du chou-fleur se développe.

En 2007, les surfaces françaises de chou-fleur et brocoli ont diminué de 30 % par rapport à 1998, passant de 37 000 hectares à 26 000 hectares. Sur dix ans, le recul régulier des surfaces affecte seulement le chou-fleur, le brocoli se maintenant autour de 3 500 hectares. En 2002, les surfaces de chou-fleur régressent plus nettement alors que celles du brocoli restent stables. Ceci s'explique en partie par la réforme en 2001 de l'OCM fruits et légumes (organisation communautaire des marchés) limitant les retraits de chou-fleur. Puis, en 2007, après la campagne mitigée du chou-fleur en 2006, les surfaces de chou-fleur semblent repartir à la baisse. À dire d'experts, certains producteurs arrêtent leur activité et d'autres exploitants diversifient leurs cultures. Ils se tournent vers

La baisse des surfaces de chou-fleur en grande partie compensée par la hausse des rendements



Source : Agreste

d'autres légumes frais comme l'artichaut ou le fenouil, ou bien encore vers les céréales. Les surfaces pour la culture de céréales augmentent ainsi en Bretagne, principale région productrice française de chou-fleur.

Baisse de la production de chou-fleur en pente douce

Entre 1998 et 2007, la production française de chou-fleur a baissé seulement de 4 %. De 442 milliers de tonnes en 1998, elle devrait descendre à 424 milliers de tonnes en 2007. La baisse de la production est beaucoup moins importante que celle des surfaces, grâce aux meilleurs rendements des variétés hybrides qui sont de plus en plus utilisées par les producteurs.

En Europe, entre 1998 et 2005, les surfaces de chou-fleur et brocoli reculent aussi de 4 % mais la production seulement de 1 %. Les trois principaux producteurs européens de chou-fleur restent l'Italie, l'Espagne et la France.

L'Italie et la France produisent moins de chou-fleur en 2005 qu'en 1998 alors que l'Espagne augmente très légèrement sa production. L'Allemagne, la Pologne et le Royaume-Uni produisent également du chou-fleur et brocoli mais seule la production de l'Allemagne croît régulièrement.

Baisse des exportations françaises de chou-fleur et brocoli...

Depuis 1999, les exportations françaises de chou-fleur et brocoli ont diminué de 17 %. En 2007, elles s'établissent à 174 milliers de tonnes, contre 196 milliers de tonnes en 1999. À partir de 2004, leur baisse s'accroît nettement : elles se sont réduites vers les deux principaux clients de la France, l'Allemagne (- 17 %) et le Royaume-Uni qui enregistre la chute la plus importante (- 37 %).

L'Allemagne, dont la propre production de chou-fleur est en croissance, se tourne vers d'autres pays pour ses

importations ; mais elle reste néanmoins le premier client de la France, avec les Pays-Bas, devant le Royaume-Uni et l'UEBL.

Les choux-fleurs et brocolis, auparavant premiers légumes frais exportés, reculent à la deuxième place derrière la tomate.

... mais hausse de leurs importations

Depuis 1999, les importations françaises ont augmenté de 8 % et atteignent, en 2007, 41 milliers de tonnes, le volume moyen annuel importé ces dernières années. La France importe de plus en plus en provenance de l'Espagne, premier fournisseur, et de l'UEBL. Ces importations sont réalisées en pleine période de production française, dont elles représentent 10 %. Elles ne sont cependant pas suffisamment importantes pour entraîner des difficultés sur les marchés français.

Le solde du commerce extérieur se réduit pour les choux-fleurs et brocolis

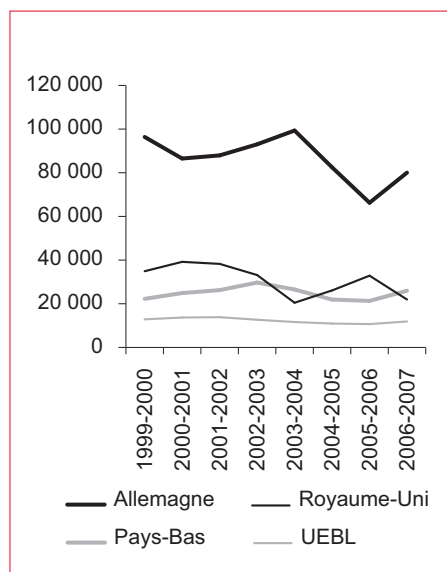
De 1999 à 2007, le solde du commerce extérieur reste largement excédentaire pour le chou-fleur. Toutefois, il se réduit

de 15 % en volume (124 milliers de tonnes) en 2007 et de 11 % en valeur (66 milliers d'euros) en 2007 par rapport à 1999. Cette situation résulte principalement de la baisse des exportations.

De 1999 à 2007, la transformation française de chou-fleur se développe

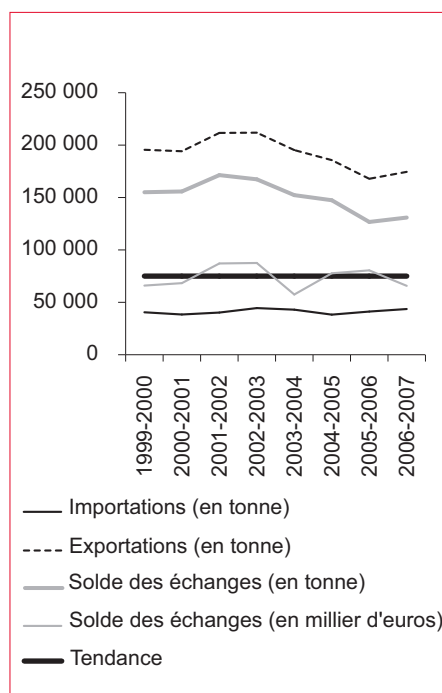
La consommation en chou-fleur frais des ménages et des collectivités locales se maintient sur cette période. Le volume moyen annuel consommé avoisine 200 milliers de tonnes, soit un peu moins de la moitié de leurs utilisations. Les besoins de l'industrie de transformation sont stables et concernent près de 70 milliers de tonnes en moyenne par an. Toutefois, la part de la transformation est en augmentation passant de 15 % à 17 %. La part des exportations nettes constitue le tiers de leurs utilisations. En 2007, les retraits ne représentent plus que 3 %. En effet, l'OCM fruits et légumes a modifié ses directives concernant les retraits en 2001 (voir encadré).

Exportations françaises de chou-fleur et brocoli en baisse vers l'Allemagne et le Royaume-Uni



Source : Douanes, Agreste

Le solde du commerce extérieur se réduit pour le chou-fleur



Source : Douanes, Agreste

Année 2004 exceptionnelle pour les retraits

En 2004, l'arrivée simultanée des productions de l'automne 2003 et du printemps 2004 a provoqué une saturation du marché en France et en Europe. C'est pour cette raison que l'OCM fruits et légumes est intervenue de façon exceptionnelle en indemnisant pour cette année particulière les retraits de 46 milliers de tonnes de chou-fleur. En 2001, la réforme de l'OCM, concernant la nouvelle réglementation des retraits, avait en revanche largement contribué à leur diminution. Les retraits ne représentent plus en effet que 3 % de l'utilisation du chou-fleur entre 1999 et 2007 contre 13 % dans les années 90, passant de deux à quatre milliers de tonnes.

La production et la consommation de chou-fleur sont très dépendantes de la météo et difficiles à maîtriser

La production de chou-fleur est très sensible aux variations de températures. Ainsi, en 2005, le temps frais a fortement limité la production. Par contre, l'hiver doux de 2003/2004 a provoqué une surproduction de chou-fleur (voir encadré). Ces irrégularités entre campagnes interviennent également à l'intérieur d'une même campagne et les volumes des apports peuvent beaucoup varier au fil des mois. Les températures jouent en outre un rôle important dans la consommation du chou-fleur. Il est plutôt consommé en période de froid et délaissé par temps doux.

Ainsi, l'offre et la demande ne concordent pas toujours et cet écart provoque des variations de prix. Les marchés sont ainsi doublement déséquilibrés à cause des prix qui augmentent fortement en période de froid ou qui s'effondrent lorsque le temps s'adoucit. Les exportations et l'industrie de transformation peuvent alors pour un temps absorber les apports sur les marchés, en limitant ainsi la baisse des cours.

Globalement, l'effondrement des prix est plus que proportionnel à la hausse de production. C'est ainsi que la valeur de la production, mesurée par l'indicateur de chiffre d'affaires, atteint un point particulièrement bas pour la campa-

gne 2003/2004 et particulièrement haut pour celle de 2005/2006. De 1997 à 2002, la tendance a été à la hausse pour l'indicateur de chiffre d'affaires dans un contexte de production décroissante. Depuis cette période, celui-ci est assez irrégulier ; il a fortement baissé pour les campagnes 2003/2004 et 2006/2007. Cette baisse doit toutefois être relativisée par la baisse des surfaces (- 14 % depuis 2004), le chiffre d'affaires par hectare augmentant d'autant. Sous des conditions climatiques plus favorables que pour celle de 2006/2007, la campagne

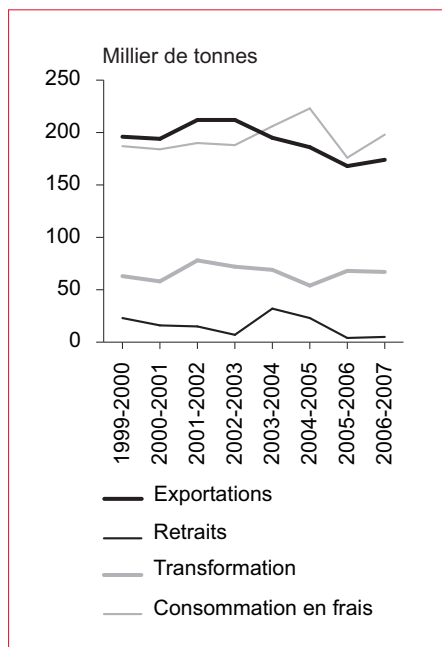
2007/2008 marque une certaine reprise, à la fois des volumes, des prix et de l'indicateur de chiffre d'affaires.

La part de la consommation et de la transformation s'accroît

	Part de la production en %	
	1999-2000	2006-2007
Consommation en frais	44	49
Retraits	5	1
Transformation	15	17
Solde du commerce extérieur	36	33

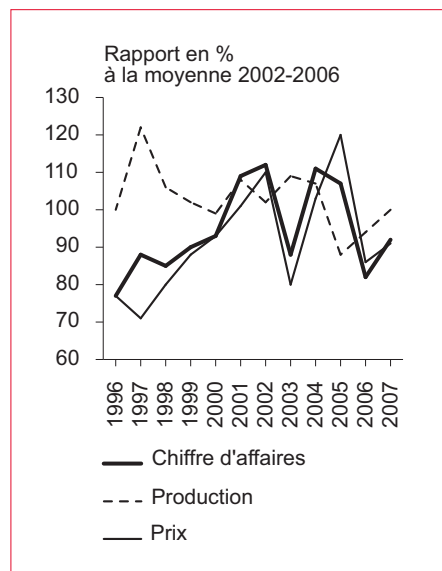
Source : Agreste

Maintien de la consommation en frais



Source : Agreste, Douanes

Prix et production très variables



Source : Agreste

Sources

- Prévisions de production issues de l'enquête de conjoncture légumes : Agreste, Scees
- Douanes
- SNM

[Retour éditorial](#)

Marché animé en poires d'été, plus tirailé ensuite

La campagne 2007 des poires de table françaises a été variable selon les variétés et les stades. Si les poires d'été ont profité d'un marché réceptif, les poires d'automne et d'hiver sont au contraire arrivées sur un marché plus encombré, et ont souffert d'une concurrence étrangère forte.

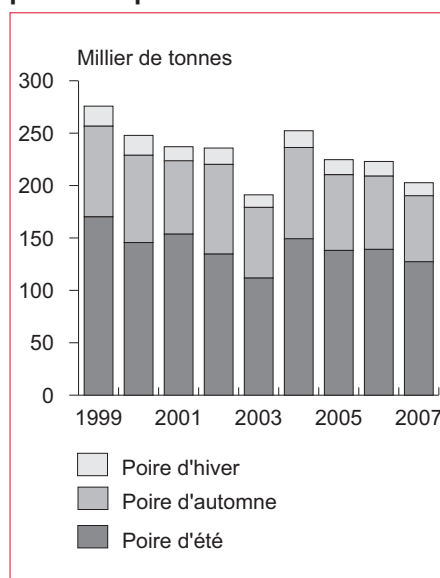
Une faible récolte française en 2007

Pour 2007, la production de poires de table est estimée à 203 milliers de tonnes. Situé 10 % en dessous de la moyenne 2002-2006, ce niveau de production est pour la deuxième fois le plus bas depuis 1999, après la récolte de 2003 qui avait été affectée par la canicule. Divers incidents climatiques (grêle, mauvais temps, pluies estivales abondantes, etc.) ou sanitaires (tavelure, etc.) ont touché les vergers de poiriers français. En outre, les surfaces plantées en poiriers continuent de diminuer, la superficie totale descendant en 2007 en dessous de 9 % de la moyenne quinquennale.

La production française de poires de table représente environ un dixième de la production totale de l'Union européenne. Selon les prévisions de Prognosfruit pour 2007, la récolte de l'Espagne, deuxième producteur euro-

péen, était estimée en baisse de 21 % par rapport à la moyenne 2003-2006.

Une production française parmi les plus basses en 2007



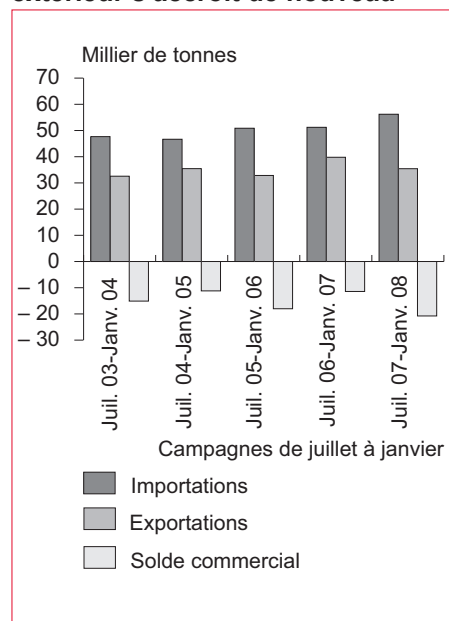
Source : Agreste

Celle de l'Italie, premier producteur, serait restée stable. Au contraire, les productions belge et néerlandaise, qui occupaient respectivement les troisième et quatrième rangs et qui sont passées récemment devant la France, étaient annoncées en hausse de 24 % et 20 %.

Un déficit de la balance commerciale accentué en 2007

En 2007, la balance commerciale française est à nouveau largement déficitaire en poires de table. Elle a atteint son plus bas niveau depuis cinq ans, de juillet à janvier. Cette période de juillet à janvier a été choisie pour que les données soient homogènes avec les données de commerce extérieur disponibles sur la campagne 2007-2008. L'aggravation du déficit du solde commercial résulte à la fois d'importations en hausse et d'exportations globalement en baisse.

Le déficit du solde du commerce extérieur s'accroît de nouveau



Source : Douanes

En juillet et août 2007, les exportations françaises des poires de la nouvelle récolte ont débuté en variétés d'été à un bon niveau en volume. Elles sont ensuite passées en dessous des niveaux des dernières campagnes alors que les poires d'automne et d'hiver arrivaient lentement sur le marché. Les principales destinations étrangères des poires de table françaises se répartissent entre la Belgique, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Italie, la Russie, puis la Pologne, l'Algérie, et l'Espagne. Les exportations vers la Belgique et les Pays-Bas, dont les productions ont été élevées en 2007, ont été enregistrées moins importantes qu'au cours des précédentes campagnes. La hausse des exportations, de juillet 2007 à janvier 2008, vers l'Italie et la Pologne n'a pas compensé les

baisse des sorties pendant la même période vers l'UEBL et les Pays-Bas, mais aussi vers le Royaume-Uni et la Russie.

En regard, les importations se sont placées à un niveau moyen jusqu'en octobre, puis sont montées un cran au-dessus des niveaux des campagnes 2003-2004 à 2006-2007 à partir de novembre. Les importations de poires de table en France proviennent essentiellement d'Italie, des Pays-Bas, de Belgique, d'Espagne et du Portugal pour l'hémisphère nord, d'Afrique du Sud et d'Argentine pour la partie sud du globe terrestre. Les importations ont en particulier augmenté nettement en provenance de l'UEBL, des Pays-Bas et d'Argentine, malgré une baisse des importations portugaises et espagnoles notamment.

En 2007, les exportations totales diminuent par rapport à 2006

Unité : en tonnes

Pays destinataires	Juil. 03 - Janv. 04	Juil. 04 - Janv. 05	Juil. 05 - Janv. 06	Juil. 06 - Janv. 07	Juil. 07 - Janv. 08
UEBL	4 935	5 260	5 307	8 264	6 965
Allemagne	6 999	5 188	5 853	5 333	5 663
Pays-Bas	5 330	5 895	6 347	8 424	4 981
Italie	3 326	3 216	1 890	1 391	4 501
Russie	2 786	5 043	4 639	5 403	3 501
Pologne	23	19	998	609	2 283
Royaume-Uni	2 624	2 506	1 532	2 123	1 164
Espagne	367	1 434	997	1 130	1 130
Algérie	83	102	111	597	218
Autres pays	6 089	6 792	5 172	6 515	5 024
Total Monde	32 562	35 454	32 844	39 789	35 429

Source : Douanes

Les importations sont en hausse pour la troisième année consécutive

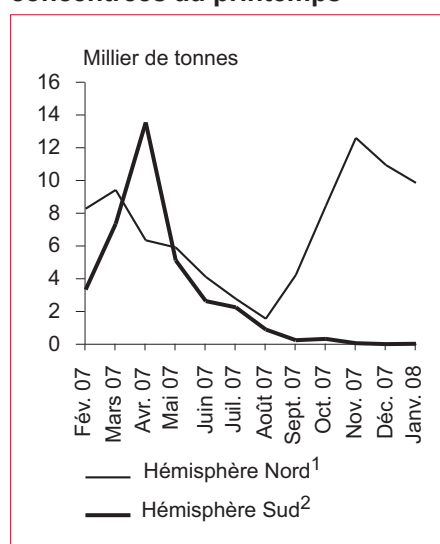
Unité : en tonnes

Pays importateurs	Juil. 03 - Janv. 04	Juil. 04 - Janv. 05	Juil. 05 - Janv. 06	Juil. 06 - Janv. 07	Juil. 07 - Janv. 08
Italie	16 702	12 111	15 814	18 025	17 595
UEBL	6 533	7 075	9 650	7 937	10 483
Pays-Bas	6 662	7 844	8 877	6 841	9 429
Espagne	11 951	7 485	6 827	9 421	8 802
Portugal	2 914	3 855	5 030	5 686	4 106
Argentine	1 237	648	1 777	675	2 736
Afrique du Sud	764	6 259	1 027	823	823
Chili	412	175	379	158	272
Autres pays	497	1 212	1 488	1 657	1 961
Total Monde	47 672	46 663	50 869	51 221	56 207

Source : Douanes

Avec un indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap) au-dessus de la moyenne 2002-2006 de 43 % en juillet 2007, 11 % en août et 10 % en septembre, le début de campagne a été bon en poires d'été, arrivées sur un marché plutôt favorable, grâce à des exportations dynamiques et des importations plutôt moyennes. En dessous de la moyenne depuis le mois d'octobre 2007 (entre - 1 % et - 7 %), l'Ippap indique des cours nettement moins satisfaisants en variétés d'automne, exposées à la concurrence des autres poires européennes. Les variétés d'hiver n'ont pas connu un meilleur sort avec un indice des prix dont l'écart à la moyenne a été crescendo (- 2 % en décembre, puis - 3 % en janvier et - 8 % en février 2008).

Importations de l'hémisphère sud concentrées au printemps



1. Nord : Espagne, Italie, Pays-Bas, Portugal, UEEL.

2. Sud : Afrique du Sud, Argentine, Chili.

Source : Douanes

Sources

- Prévisions de production issues de l'enquête de conjoncture fruitière (Agreste, Scees).
- État des stocks de pommes et de poires (Agreste, Scees).
- Service des Nouvelles de Marché, Fel Actualités d'Interfel.
- Prognosfruit.

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- « Production peu élevée, marché régulier sans être dynamique », Infos rapides Poire n° 4/4, novembre 2007.
- « Activité correcte en pommes - Sorties plus difficiles en poires, d'hiver notamment », Infos rapides Stocks pommes poires, n° 6/10, mars 2008

[Retour éditorial](#)

Le marché viticole poursuit sa dynamique de sortie de crise

Pour la deuxième année consécutive, la production française aura été en nette diminution. Les disponibilités baissent sur le marché, en face d'une demande toujours soutenue. Les prix des vins restent ainsi en hausse comme les derniers mois. Le commerce extérieur de 2007 a été dynamique et cela confirme le redressement entrevu l'année précédente.

Les prévisions de récolte mondiale pour la campagne 2007/2008 ont été revues à la baisse. Le repli se confirme par rapport à la campagne précédente.

La note de conjoncture de mars 2008 publiée par l'Organisation Internationale de la Vigne et du vin (OIV) revoit à la baisse la prévision de récolte européenne de la campagne 2007/2008. Sur la période 2000-2007, le recul annuel moyen du vignoble européen est de l'ordre de 40 milliers d'hectares par an. Cette érosion des superficies plantées en vigne est due principalement à la politique communautaire de compensations financières pour l'arrachage de plants de vigne.

En 2007, aussi à cause de plus faibles rendements, la production de l'Union européenne s'élèverait à seulement 162 millions d'hectolitres, soit 9 % par rapport à 2006. La production des trois principaux pays producteurs baisse sensiblement.

En dehors de l'Union, la production est également en repli et, d'après les estimations de l'OIV, la production mondiale de vins de 2007 serait dans une fourchette de 263 à 270 millions d'hectolitres, soit au maximum une réduction de 8 % par rapport à 2006.

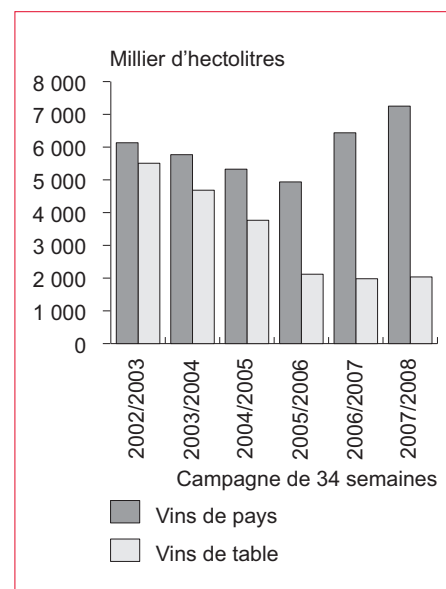
La production française diminue très nettement pour la deuxième année consécutive (- 11 % par rapport à 2006). Les stocks à la propriété de début de campagne, estimés au 31 juillet 2007, sont aussi en diminution. Par conséquent, les disponibilités en vin françaises sont prévues à la baisse pour 2007/2008 avec 84,4 millions d'hectolitres (- 9 %).

Les ventes de vins de pays sont en augmentation

Selon la DGDDI, la consommation taxée de vins, mesurée par les quantités mises en circulation, serait, sur les quatre premiers mois de la campagne 2007/2008, en léger repli de 2 % pour l'ensemble des vins. La baisse est égale pour les vins de table ou les vins d'appellation. Ces résultats sont toutefois à considérer avec prudence pour apprécier l'évolution réelle de la consommation : ils sont encore provisoires et sont soumis aux éventuelles variations de stocks dans le commerce et chez les producteurs.

Les ventes en vrac de vins de pays atteignent près de 7,3 millions d'hectolitres, cumulées sur les 34 premières

Les ventes de vins de table et de pays sont en hausse



Source : Viniflor - Contrats d'achats

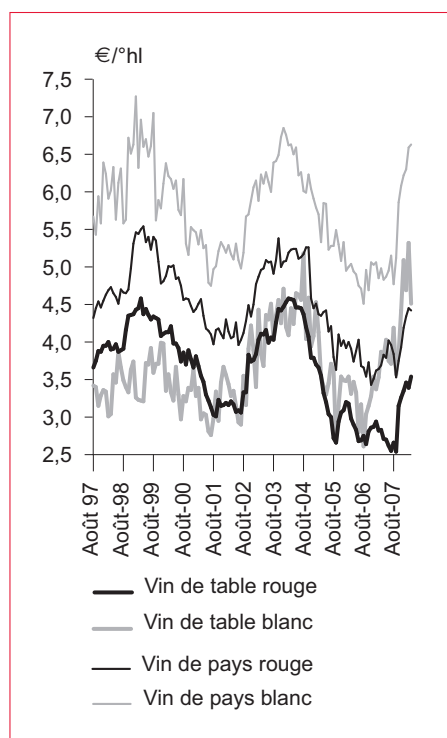
semaines de campagne. Par rapport à la même période en 2007, elles augmentent d'environ 13 %. Depuis trois campagnes, l'augmentation est continue et elles ont quasiment doublé depuis 2005.

Les ventes en vrac de vins de table dépassent deux millions d'hectolitres après 34 semaines de campagne 2007/2008. Elles semblent redevenir stables après avoir chuté à la suite de la campagne excédentaire de 2004/2005. La politique d'arrachage a porté ses effets les plus marqués sur les superficies de vigne dédiées aux vins de tables, ces vignes ayant été en outre les plus touchées par la baisse des rendements. Les ventes de vin de table ne représentent plus qu'un peu plus de 20 % des ventes totales alors que, en 2003/2004, leur part était deux fois plus importante (Source : Viniflor - Contrats d'achats à 34 semaines de campagne).

L'embellie du prix des vins se confirme

Les cours des vins de table et de pays poursuivent la hausse entamée en début de campagne. La réduction des

Le prix des vins de table rouges en augmentation sensible



disponibilités, conjuguée à l'augmentation des ventes en vrac, tire les prix vers des niveaux proches des prix de mars 2005. Les effets de la crise de surproduction de la campagne 2004/2005 s'atténuent petit à petit.

En février 2008, l'indice des prix à la production (Ippap) des vins de table et de pays monte très nettement au-dessus du niveau de février 2007, de respectivement + 32 % et + 24 %. Sur les 34 premières semaines de la campagne 2007/2008, le cours moyen des vins de consommation courante est sensiblement supérieur à celui de 2006/2007.

Depuis quelques mois, les prix des vins de table rouge se rétablissent, de retour à des niveaux approchant ceux qui ont précédé la crise de 2004/2005. Fin mars, le cours moyen des vins de table rouges avoisine 3,17 €/°hl (+ 13 % par rapport à fin mars 2007). Les vins de pays rouges se portent tout aussi bien et leur cours moyen dépasse 4 €/°hl, soit une hausse de près de 0,4 €/°hl par rapport à 2007.

Les vins blancs sont toujours plus chers que les vins rouges, le prix des vins de table blancs se rapprochant toutefois du prix des vins de pays rouges. Pour autant, sur les 34 premières semaines de la campagne, le cours moyen des vins de table blancs reste proche de 4,5 €/°hl tandis que celui des vins de pays blancs atteint quasiment 6 €/°hl.

Les prix à la production des vins d'appellation se rapprochent de leur niveau de mai 2004. Ils gagnent 11 % par rapport à février 2007. L'indice n'a cessé de monter depuis le début de la campagne 2007/2008, confirmant la reprise entamée lors de la campagne 2006/2007.

Le commerce extérieur se porte bien

Le commerce extérieur des vins de l'année 2007 a continué son redressement (+ 4 % pour les exportations totales de vins français). Le solde est largement excédentaire (+ 7 millions d'hectolitres).

En 2007, les exportations vers l'Union européenne ont augmenté de 6 % et

représentent plus des deux tiers du total exporté.

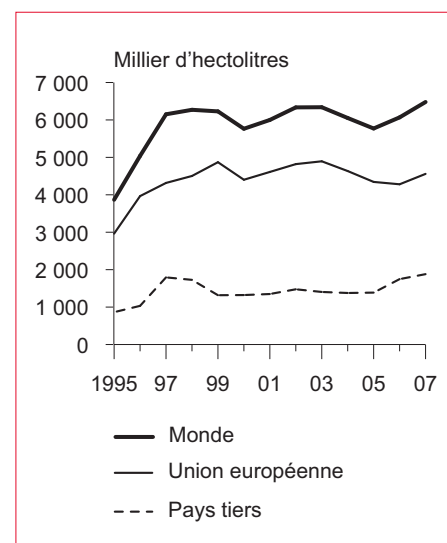
Les vins de consommation courante représentent plus de la moitié du total des exportations.

Par rapport à 2006, leur volume total exporté a augmenté de 7 %. Les pays européens en ont constitué le principal débouché, grâce notamment au fort dynamisme du marché allemand qui est le plus gros acheteur en volume (+ 11 %). Les exportations vers les États-Unis, le Canada et le Japon restent quasiment au même volume que l'an dernier.

Les vins d'appellation représentent environ 38 % du total des exportations. En 2007, le volume exporté avoisine 4,8 millions d'hectolitres : il augmente de 4 % par rapport à 2006. Sur le marché européen, le Royaume-Uni draine le plus gros volume exporté (20 % du total), qui augmente de 9 % par rapport à 2006. Les volumes exportés vers la Belgique (16 % du total des exportations vers l'Union) baissent légèrement par rapport à 2006 (- 2 %) et, vers l'Allemagne, ils se sont stabilisés après plusieurs années de fort repli.

Les exportations de Champagne augmentent de 8 % par rapport à 2006 et représentent environ 7 % du total des volumes exportés.

Confirmation du redressement des exportations de vins de table en volume



En 2007, le volume de vins importé s'est maintenu autour de 5,3 millions d'hectolitres. Près de la moitié des importations proviennent d'Espagne, augmentant de 6 % par rapport à

2006. Et un quart seulement provient d'Italie : en 2007, les volumes d'origine italienne sont en repli (- 15 %) alors qu'ils bénéficiaient d'une dynamique de croissance depuis trois campagnes.

Les volumes importés de vins « du Nouveau Monde » augmentent mais ils ne représentent pas plus de 8 % du total. L'Afrique du sud fait exception avec un léger repli.

Sources

- Les prix et volumes de ventes en vrac des vins de table et de pays sont fournis par Viniflor.
- L'Indice des Prix des Produits Agricoles à la Production est produit par l'Insee.
- Les données de consommation taxée sont fournies par le bureau F3 des Douanes.
- Les données du commerce extérieur sont fournies par les Douanes.

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- « Un potentiel de récolte estimé à 47,1 millions d'hectolitres », Infos rapides Viticulture, novembre 2007
- « La reprise des exportations se confirme pour les vins », Synthèse Viticulture, janvier 2008

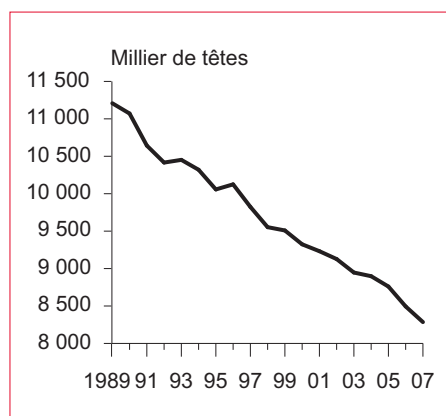
[Retour éditorial](#)

Le déclin de la filière ovins viande se poursuit

En 2007, le cheptel ovin français poursuit son érosion. Ce déclin résulte exclusivement de la baisse des effectifs du troupeau viande et s'accompagne d'une disparition des exploitations alors que la taille des troupeaux se stabilise. La production française diminue ainsi que la consommation, mais le déficit en viande ovine persiste. Cependant, la France conserve toujours la troisième place des pays européens producteurs de viande ovine.

Depuis plus de 25 ans, le troupeau ovin français ne cesse de s'éroder. En 2007, il ne compte plus que 8 300 000 têtes, soit 36 % de moins qu'en 1979.

La perte d'effectifs est régulière

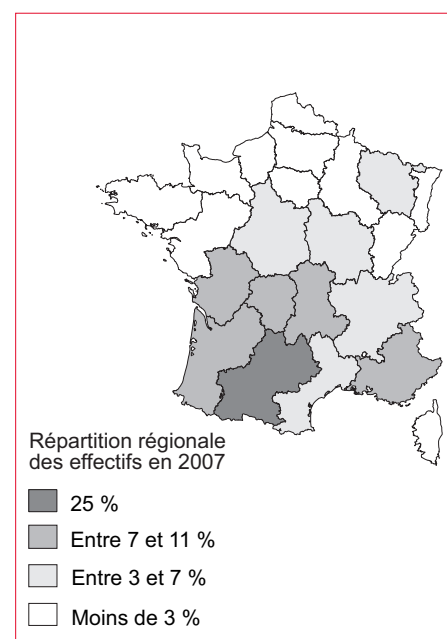


Source : Agreste - Enquête Cheptel

Au cours de ces dernières années, des facteurs conjoncturels ont été mis en avant pour expliquer cette baisse : la canicule de 2003, les fortes chaleurs de 2005, l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2006 du découplage à 50 % de la prime à la brebis, l'amélioration de la rentabilité de la filière bovine. Pourtant, le déclin est régulier et d'origine structurelle. En trois ans, la perte globale atteint 600 000 têtes, soit 7 % du troupeau.

La production ovine est réalisée sur l'ensemble du territoire mais implantée essentiellement dans les zones défavorisées de la moitié sud de la France. Les ovins y jouent un rôle important dans l'entretien d'espaces souvent fragiles (landes, zones de montagnes, zones sèches, etc.). La disparition des troupeaux dans ces régions peut avoir des effets négatifs sur l'environnement.

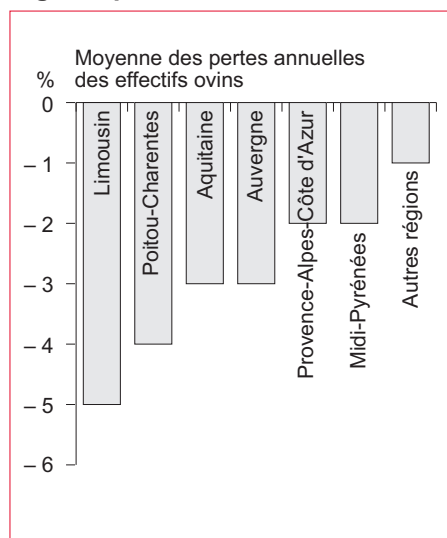
Les effectifs ovins prédominent dans le sud



Source : Agreste - Enquête Cheptel

Entre 2004 et 2007, le repli des effectifs des six principales régions productrices atteint 540 000 têtes, soit une baisse de 8,6 % en moyenne. Parmi elles, le cheptel de la région Limousin se réduit fortement. Il perd en moyenne chaque année près de 5 % de ses effectifs ; celui de la région Midi-Pyrénées chute plus faiblement (- 2 % par an) mais la perte atteint cependant 130 000 têtes en trois ans.

Entre 2004 et 2007, la perte de cheptel affecte les principales régions productrices



Source : Agreste - Enquête Cheptel

Le déclin concerne exclusivement la filière viande

La diminution d'effectifs affecte exclusivement la filière ovins viande. Celle-ci est largement majoritaire dans le troupeau français puisqu'elle correspond à 80 % du cheptel. Sur la période 2004-2007, la baisse est en moyenne de 3 % par an. Ainsi, près de 200 000 têtes disparaissent chaque année.

Par contre, le troupeau laitier est épargné par ce déclin. Il est concentré dans deux régions : Midi-Pyrénées et Aquitaine, qui regroupent 87 % des effectifs de brebis laitières de la France. La stabilité des effectifs résulte du bon dynamisme du marché de fromage de brebis (Roquefort en Aveyron, Ossau-Iraty dans les Pyrénées-Atlantiques notamment). En Aveyron, les effectifs de brebis laitières ont même progressé de 9 000 têtes depuis 2004.

La perte d'élevages accompagne le repli du cheptel ovin allaitant

En 2007, la diminution du nombre d'exploitations agricoles avec brebis allaitantes se confirme. Depuis trois ans, 11 000 exploitations ont arrêté cette production, soit 15 % de perte. Ce

recul concerne toutes les zones de production. C'est au nord-est de la France que les cessations sont les plus rapides avec des pertes qui dépassent 7 % dans quatre régions. Néanmoins au sud-ouest, elles sont comprises entre - 5 et - 7 % dans toutes les principales régions productrices.

La taille du troupeau de brebis allaitantes se stabilise

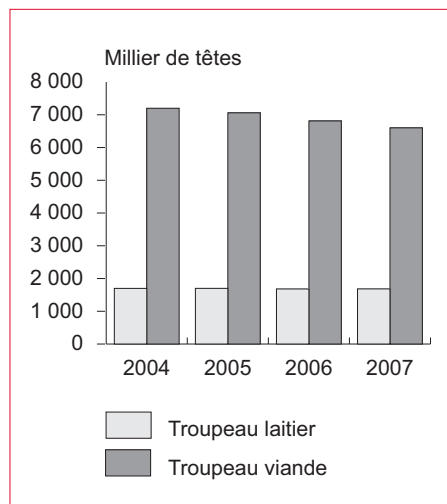
Depuis les années 2000, la chute du nombre d'exploitations ovins viande s'est accompagnée d'une concentration des effectifs. La taille du troupeau moyen de brebis allaitantes a progressé de 60 à 70 brebis par exploitation. À partir de 2007, l'effectif semble se stabiliser.

Par contre, la taille moyenne du troupeau de brebis laitières poursuit sa progression et dépasse 250 têtes par exploitation. Depuis trois ans, la hausse atteint 2 % par an pour cette filière.

La production française poursuit son repli

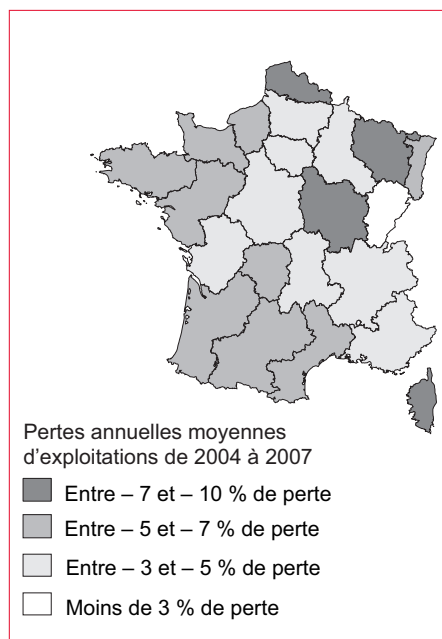
La réduction du troupeau allaitant se répercute sur la production de viande ovine française. Ainsi, entre 2004 et 2007, les abattages d'agneaux reculent de 5 %. Ces derniers sont majoritaires puisqu'ils représentent 88 % des abattages totaux d'ovins.

Régression du troupeau viande, stabilité du troupeau laitier



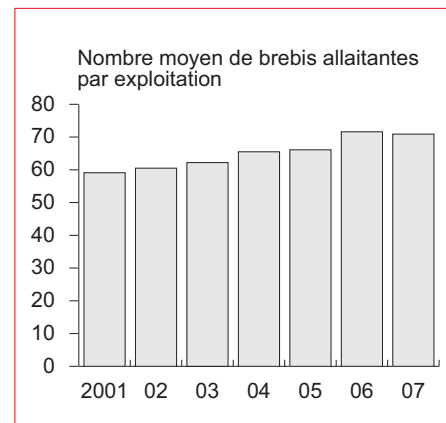
Source : Agreste - Enquête Cheptel

Disparition rapide des exploitations élevant des brebis allaitantes



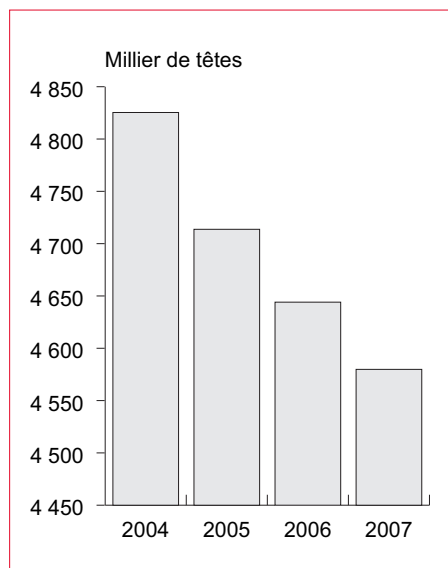
Source : Agreste - Enquête Cheptel

Après avoir progressé, la taille du troupeau de brebis allaitantes se stabilise en 2007



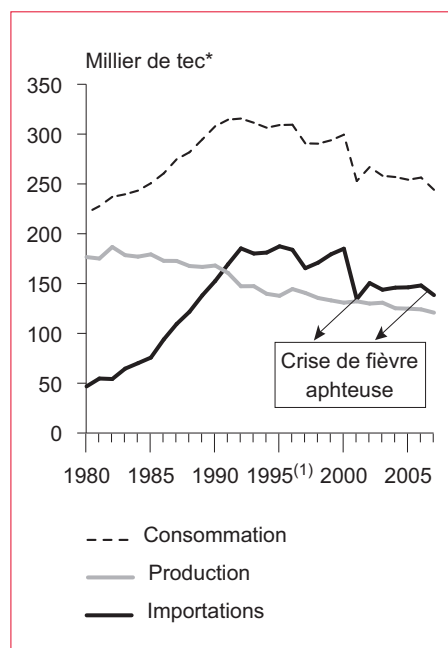
Source : Agreste - Enquête Cheptel

Repli des abattages d'agneaux



Source : Agreste - Enquête Cheptel

Baisse de la production, des importations et de la consommation



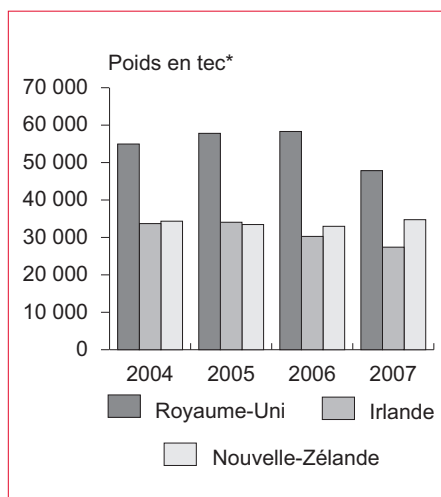
* tec : tonnes équivalent carcasse.
(1) Prise en compte des Dom.
Source : Agreste - Enquête Cheptel

Malgré la baisse de la consommation, la France reste toujours déficitaire en viande ovine

En 2007, la consommation de viande ovine régresse après une période de stabilité de trois ans. Elle chute de 4,5 % et s'élève désormais à 3,8 kg/habitant (contre 4,9 kg/habitant en 2000). Les pics de consommation sont principalement associés à des fêtes (Pâques, Aïd el Kébir, etc.). Toutefois, le taux d'auto-provisionnement reste stable depuis 2004.

Le recul de la consommation de 2007 se répercute sur les importations de viande ovine qui accusent un repli de 7 %. Cependant, ces dernières restent toujours majoritaires dans l'approvisionnement. Elles proviennent principalement du Royaume-Uni, de Nouvelle-Zélande et d'Irlande. Le Royaume-Uni est le premier producteur européen de viande ovine, mais en 2007 les approvisionnements auprès de ce pays sont en repli. En effet, au cours de l'été, une crise de fièvre aphteuse touche la

En 2007, repli des importations de viande ovine en provenance du Royaume-Uni



* tec : tonne équivalent carcasse.
Source : Agreste - Enquête Cheptel

Grande-Bretagne. Ses exportations sont bloquées, ce qui provoque la réduction de l'offre européenne.

Le report d'approvisionnement bénéficie partiellement à la Nouvelle-Zélande dont les possibilités d'exportation sont cependant limitées par les quotas fixés par l'Union européenne et utilisés à 99 %.

L'effet de la réduction de l'offre a pour conséquence le maintien des prix à la production à un bon niveau. Ainsi, la cotation de l'agneau à 5,41 €/kg reste soutenue comme elle l'a déjà été en 2001 lors de la première crise de fièvre aphteuse au Royaume-Uni. Cependant, ce niveau de prix ne suffit pas à maintenir la production française, affectée par la hausse des prix de l'aliment.

La production ovine française se maintient au troisième rang européen

Largement devancée par l'Espagne et le Royaume-Uni, la production ovine française conserve sa troisième position des pays producteurs européens. En 2007, le repli de la production de viande ovine est généralisé dans tous les principaux pays producteurs de l'Union européenne. Il se poursuivrait en 2008, sauf pour l'Italie et le Portugal où la reprise de la production est attendue.

En 2007, repli généralisé de la production ovine dans les principaux pays producteurs de l'UE

Unité : millier de têtes

Production indigène brute	2006	2007	Prévisions 2008
Espagne	19 742	17 459	16 781
Royaume-Uni	16 515	16 036	15 787
France	6 800	6 739	6 494
Grèce	6 400	6 389	6 248
Italie	5 022	4 888	4 988
Irlande	3 368	3 103	2 968
Portugal	2 272	2 262	2 354
Allemagne	2 187	2 038	1 855

Source : Eurostat

Sources et définitions

Principales sources :

- Pour les effectifs d'animaux : enquêtes Cheptel réalisées chaque année par le Scees au mois de novembre.
- Pour la production : enquête mensuelle auprès des abattoirs de gros animaux réalisée par le Scees.
- Pour le commerce extérieur de la viande ovine : Douanes.
- Pour les effectifs et la production ovine des pays de l'Union européenne : enquête mensuelle réalisée par Eurostat.

Définitions :

- La production correspond à la production indigène brute (Pib). Elle est obtenue par calcul à partir des abattages totaux d'animaux, augmentés des exportations et diminués des importations totales d'animaux vivants. Pour obtenir les abattages totaux, les abattages contrôlés sont redressés pour tenir compte de l'ensemble des animaux abattus y compris hors abattoir.

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- « Poursuite attendue de la baisse de la production ovine en 2008 », Agreste Synthèse, n° 2008/6, mars 2008.
- « Conjoncture animaux de boucherie », Agreste conjoncture, Animaux de boucherie, n° 1, janvier 2008.
- « Vers une baisse de la production ovine dans l'UE en 2007 », Agreste Conjoncture - Productions animales, n° 7, mars 2007.

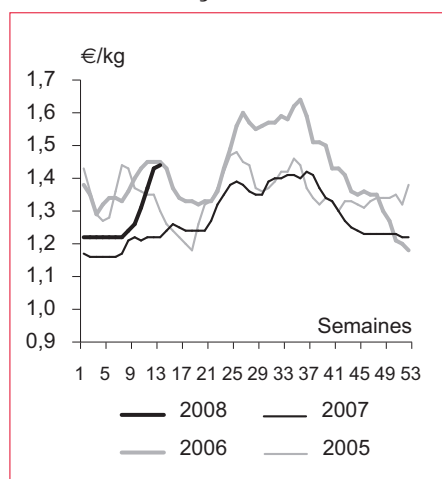
[Retour éditorial](#)

Situation très difficile des éleveurs de porcs, malgré la remontée des prix

En mars 2008, le cours du porc charcutier a fortement progressé. Durant l'année 2007, il est resté à un bas niveau à cause de la forte production en France et en Europe. En raison de la flambée du coût de l'aliment, les marges des éleveurs se sont fortement réduites, face à la situation dégradée du marché. La Commission européenne a pris des mesures pour réguler celui-ci. Grâce aux restitutions, les exportations de viande porcine ont progressé. La baisse annoncée de la production européenne lors du deuxième semestre 2008 devrait également permettre de réduire l'offre et de maintenir les prix à un niveau plus élevé.

En France, au premier trimestre 2008, le prix du porc charcutier classe E progresse fortement pour atteindre 1,44 €/kg la dernière semaine de mars. Il dépasse ainsi de 14 % le bas niveau de 2007 mais reste inférieur au niveau élevé de 2006. De mi-décembre 2007 à mi-février 2008, le prix a stagné à 1,22 €/kg. Il a commencé à remonter à partir de la troisième semaine de février. En cumul sur les trois premiers mois de l'année, le cours est de 1,28 €/kg, supérieur de 7,5 % au niveau de 2007 mais inférieur de 7,3 % à celui de 2006. Il se situe 1,2 % au-dessus du cours moyen des cinq dernières années.

Début 2008, le cours du porc charcutier français remonte



Source : SNM, porc charcutier, classe E

De la même façon, début 2008, les prix ont repris dans l'ensemble de l'Europe. Après avoir stagné aux alentours de 1,30 €/kg entre mi-octobre et fin novembre 2007, le cours moyen européen a entamé une légère remontée en décembre, remontée qui s'est fortement accentuée début février. Ainsi, le cours a augmenté de 10 % en cinq semaines, arrivant à 1,45 €/kg la deuxième semaine de mars.

En 2007, la production porcine a été élevée

La baisse des prix en 2007 est liée à une situation de forte production en France et en Europe.

La production française a dépassé de 1,4 % le niveau de 2006, ce qui contraste avec la baisse des quatre dernières années. Cette hausse a été plus modérée que celle de nos voisins européens et, contrairement à eux, plus élevée au premier semestre qu'au second.

En Europe, la production a atteint 261 millions de têtes : elle a ainsi dépassé de 2,8 % celle de 2006. La hausse a été particulièrement marquée pour les deux principaux pays producteurs, qui produisent plus du tiers des porcs européens : + 4,2 % pour l'Allemagne et + 6,7 % pour l'Espagne. Dans ces deux États membres, la hausse s'est concentrée sur le second semestre avec un pic de production au dernier trimestre.

Le prix de l'alimentation animale ne cesse de progresser

Cette hausse de production et la baisse du prix du porc qu'elle a entraînée se sont produites alors que le coût de l'aliment s'est fortement renchéri. En janvier 2008, celui-ci était supérieur de 32 % à celui du même mois de 2007. La longueur du cycle de production des porcs charcutiers (près de

quatre mois de gestation suivis de six mois d'engraissement, soit près de dix mois au total) ne permet pas d'adapter rapidement les volumes produits, ce qui explique l'augmentation de la production communautaire en 2007 en dépit du faible prix du marché du porc.

Les mesures européennes soutiennent le marché

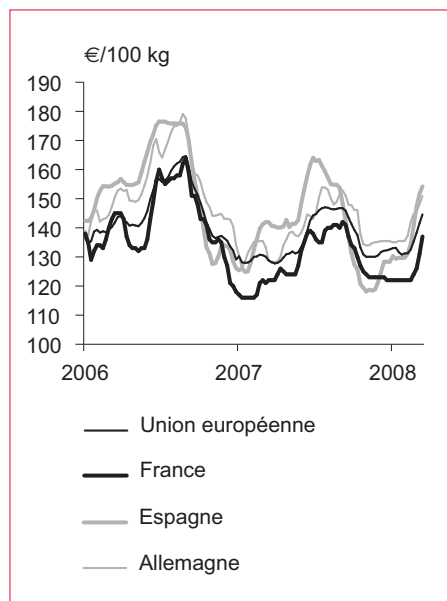
Fin 2007, face aux difficultés des éleveurs de porcs, la Commission européenne a mis en place des mesures d'aides au stockage privé, afin de limiter l'offre sur le marché européen et favoriser une reprise des cours (voir encadré). Ces mesures ont permis en novembre 2007 de stocker environ 100 000 tonnes de viande, soit environ 5 % des abattages européens de porcins du mois. Le Danemark est l'État membre qui a le plus bénéficié de cette mesure, suivi de l'Espagne et de l'Italie, la France se plaçant en cinquième position avec 8 % du volume stocké.

Fin novembre, cette mesure s'étant avérée insuffisante au regard du marché, la Commission a réintroduit des restitutions à l'exportation sur la viande de porc fraîche, réfrigérée ou conge-

lée, quelle que soit la destination (voir encadré).

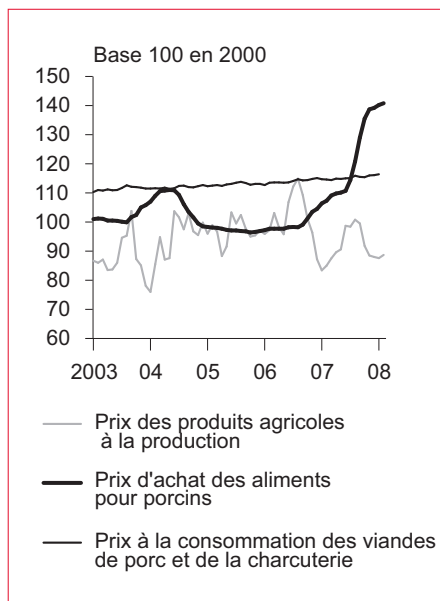
En janvier 2008, grâce à ces restitutions, les quantités de viande porcine exportées par la France vers la Russie ont plus que doublé par rapport à 2007, passant de 1 400 tonnes à 3 100 tonnes.

Début 2008, le prix du porc charcutier remonte en Europe



Source : Eurostat

Depuis fin 2006, les coûts de production s'accroissent fortement



Source : Agreste, Insee

Fin 2007 et début 2008, plusieurs mesures ont été mises en place pour aider les éleveurs de porcs

Pour aider les éleveurs de porcs, le Ministère de l'agriculture et de la pêche a mis en place début 2008 un dispositif de prêts de crise ainsi qu'un fonds d'allègement des charges (FAC), pour un montant total de 16 millions d'euros. En effet, en 2007, le coût de production s'est accru sans que le prix de marché suive, ce qui a réduit les marges des éleveurs. Dans cette situation de crise, nombre d'entre eux se trouvent confrontés à des difficultés de trésorerie.

La Commission européenne a également mis en place des mesures pour enrayer la crise que subissent les éleveurs européens. Début novembre 2007, elle a octroyé des aides pour le stockage privé de viande porcine pour une durée de 3 mois, prolongée à 6 mois en février 2008. Au total, 100 000 tonnes de viande porcine ont été stockées par les États membres. Les plus grosses remises en marché se produiront au mois de juin. Après avoir suspendu cette mesure le 29 novembre, la Commission a réintroduit des restitutions à l'exportation le 30 novembre 2007. Ces restitutions concernent la viande de porc fraîche, réfrigérée ou congelée (notamment carcasses, demi-carcasses, découpes, poitrines, etc.). Elles s'élèvent à 31,1 €/100 kg pour les carcasses et découpes avec os et à 19,4 €/100 kg sur les poitrines avec os.

Par ailleurs, les ventes augmentent également vers Hong-Kong et la Chine qui demeurent des marchés marginaux pour notre pays. L'Italie, qui concentre un quart des exportations de viande porcine, est le principal client de la France, suivi du Royaume-Uni et de la Grèce. Les pays tiers représentent environ 20 % des envois.

Mais le taux de change avec le dollar reste un handicap pour les producteurs européens. Les prix du porc américain et brésilien sont bien inférieurs à celui du porc européen, ce qui peut priver

l'Europe d'une partie des débouchés. En particulier, les besoins de la Chine s'accroissant, il serait intéressant de pouvoir se positionner sur ce marché.

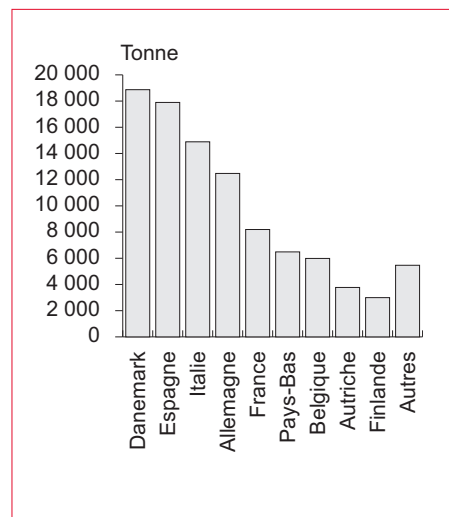
Le cheptel en baisse devrait conduire à une baisse de la production, aussi bien en France qu'en Europe

En 2008, la production française devrait baisser de 1,2 %, en raison de la baisse du cheptel. En effet, le nombre de truies recensées fin 2007 avait

fortement diminué et cette diminution ne sera pas compensée par l'accroissement de la prolificité. En outre, les porcelets présents dans les élevages fin 2007 étaient bien moins nombreux qu'en 2006, ce qui limitera les abattages au premier semestre 2008.

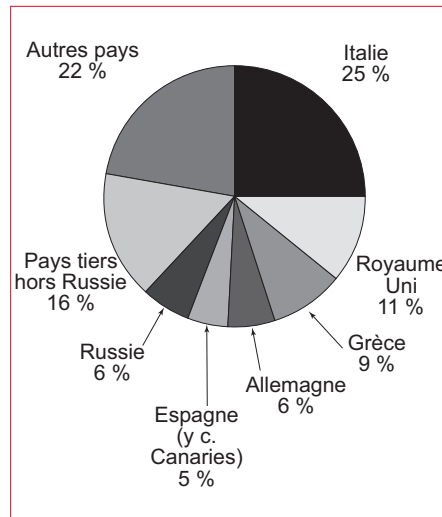
À 256 000 têtes, la production européenne devrait également se réduire de 2,1 % par rapport à 2007, la baisse s'accroissant au fil des trimestres. L'Allemagne, plus gros producteur de porcins en Europe, anticipe une chute de sa production de 4,8 %, avec les très fortes baisses du second semestre, qui sont liées à l'importante diminution du cheptel de truies en novembre 2007. Au total, les cinq premiers producteurs, qui concentrent à eux seuls 63 % de la production européenne, prévoient une baisse de 3,5 % de leur production porcine (Pib). Seuls trois pays, les Pays-Bas, l'Autriche et le Portugal, anticipent des évolutions inverses. Ces diminutions de production devraient permettre de désengorger le marché et ainsi de favoriser une hausse des prix, limitant la dégradation des marges des éleveurs. Toutefois, la remise sur le marché au printemps 2008 de la viande stockée pourrait limiter la reprise des cours.

La majorité de la viande porcine stockée se trouve au Danemark



Source : Office de l'élevage

Exportations de viande porcine : en 2007, l'Italie est le principal client de la France



Source : Agreste, Douanes

En 2008, la production porcine européenne devrait diminuer

Unité : millier de têtes

		Allemagne	Espagne	Danemark	France	Pays-Bas	Pologne	Union europ.
Janvier - Février - Mars	2008	11 055	10 202	7 000	6 782	5 600	6 100	64 260
	n/n-1 (%)	- 0,6	- 0,4	+ 3,2	+ 0,1	- 0,2	- 5,9	- 0,8
Avril - Mai - Juin	2008	10 786	9 644	6 500	6 145	5 300	5 900	61 356
	n/n-1 (%)	- 1,1	- 0,9	+ 4,8	- 1,9	- 0,6	- 9,1	- 1,1
Juillet - Août - Septembre	2008	10 900	10 146	6 350	6 310	5 500	5 600	61 686
	n/n-1 (%)	- 7,5	+ 0,7	+ 0,4	- 1,6	+ 3,4	- 7,1	- 2,2
Octobre - Novembre - Décembre	2008	11 475	11 074	6 450	6 568	5 600	5 255	68 192
	n/n-1 (%)	- 9,1	- 4,4	- 7,8	- 1,5	+ 1,4	- 7,0	- 4,0
Année 2008	2008	44 216	41 066	26 300	25 805	22 000	22 855	255 494
	n/n-1 (%)	- 4,8	- 1,4	+ 0,0	- 1,2	+ 1,0	- 7,3	- 2,1

Source : Eurostat, prévisions de production - Principaux pays producteurs de l'Union européenne

Sources et définitions

Sources

- Pour la production : enquête mensuelle auprès des abattoirs de gros animaux réalisée par le Scees.
- Pour le commerce extérieur des animaux vivants : Douanes.
- Pour les cotations du porc charcutier : SNM (cotation française) et Eurostat (cotations européennes).

Principales définitions

■ La **production indigène brute** (Pib) est obtenue par calcul à partir des abattages totaux, augmentés des exportations et diminués des importations totales d'animaux vivants. Pour obtenir les abattages totaux, les abattages contrôlés sont redressés afin de tenir compte de l'ensemble des animaux abattus y compris hors abattoir.

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- « Conjoncture animaux de boucherie », Agreste Conjoncture, n° 3, mars 2008.
- « Faible diminution du cheptel porcin en 2007 », Agreste Synthèses - Animaux de boucherie, n° 2008/8, mars 2008.
- « La production porcine européenne stable en 2007 », Agreste Conjoncture - Productions animales, n°5, mars 2007.

[Retour éditorial](#)

La production de volailles reprend en 2007

En 2007, la production de volailles est supérieure de 4 % à celle de 2006, année très affectée par la crise de l'influenza aviaire. En revanche, elle reste inférieure à celle de 2005. La consommation progresse de 6 % par rapport à 2006 et retrouve son niveau le plus élevé des dix dernières années. Les exportations de viandes de volailles sont en hausse de 4 % par rapport à 2006. Elles sont inférieures de 14 % à celles de 2005. Les cours moyens des volailles sont élevés. En contrepartie, l'augmentation du coût des matières premières réduit les marges des producteurs.

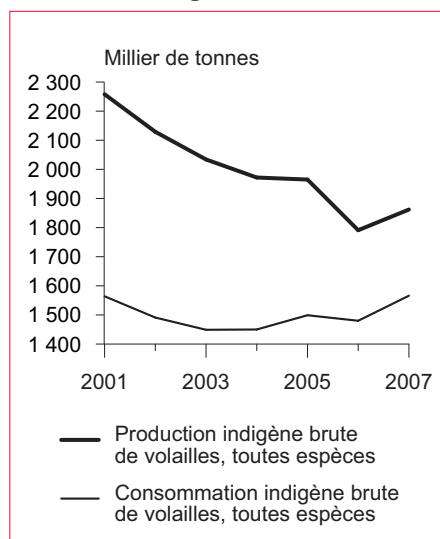
En 2007, la production française d'œufs de consommation baisse de plus de 3 % par rapport à 2006. Le cours de l'œuf reste élevé tout au long de l'année. Le solde du commerce extérieur d'ovoproduits alimentaires est toujours positif, mais se dégrade.

Depuis le début des années 2000, le secteur de la volaille de chair subit une baisse ininterrompue de la production et des exportations. De fin 2005 jusqu'à juin 2006, la crise de l'influenza aviaire amplifie cette dégradation.

En 2007, la production de volailles atteint 1,86 million de tonnes. Elle se redresse de 4 % par rapport à 2006. Toutefois, elle ne retrouve pas son niveau de 2005 (- 5 %).

Les évolutions sont contrastées suivant les espèces. La production de poulet est celle qui progresse le plus en 2007 (+ 12 % par rapport à 2006). Cette espèce retrouve son niveau de 2005. La dinde est la seule espèce dont la production baisse en 2007. Le repli est de 17 % et 10 % par rapport

En 2007, la production de volailles se redresse légèrement



Source : Agreste

aux années 2005 et 2006. Le déclin observé les années précédentes se confirme.

À l'inverse, la production de canard, notamment de canard à gaver, poursuit sa hausse (+ 4 % de 2006 à 2007). L'augmentation est importante, sachant qu'en 2006, cette espèce a été épargnée par la crise liée au virus H5N1.

La consommation de volailles en 2007 atteint 1,57 million de tonnes. Elle progresse de 6 % par rapport à 2006 et retrouve son niveau de 2001, qui est le niveau le plus élevé des dix dernières années. Ici encore, le poulet tire son épingle du jeu avec la plus forte hausse de l'ensemble des espèces (+ 12 % par rapport 2006).

La hausse des importations n'est pas compensée par celle des exportations

Le solde du commerce extérieur de viandes de volailles reste positif. Cependant, il recule une fois encore, passant de 290 000 tec (tonnes équivalent carcasse) en 2006 à 251 000 tec en 2007 (- 13 %).

En 2007, les exportations de viandes et préparations de volailles approchent 600 000 tec. La progression est de 4 % par rapport à 2006, année impactée par la fermeture de marchés à la suite de la crise de l'influenza aviaire. Ces exportations, toutes espèces confondues, sont toutefois loin de retrouver leur niveau de l'année 2005 (- 14 %).

La hausse depuis 2006 est essentiellement due au poulet dont les envois progressent de 15 %. Ils restent néanmoins en retrait de 7 % par rapport à 2005. Pour la dinde, la décroissance des exportations constatée les années précédentes se confirme avec un recul de près de 20 % par rapport à 2006.

En termes de destination, nos envois toutes espèces confondues se font principalement vers l'Union européenne (environ 50 % du total), comme en 2006. Le Moyen-Orient se classe comme notre second débouché avec près du quart des exportations françaises, contre un cinquième en 2006.

Les importations de viandes et préparations de volailles font un bond remarquable de 22 % depuis 2006. Toutes les espèces sont concernées, sauf la pintade.

Les importations de viandes et préparations à base de canard augmentent de 27 % depuis 2006. Dans le même temps, la Bulgarie a quasiment doublé ses envois pour ce secteur. Cette augmentation est certainement à mettre en perspective avec la hausse des importations de foie gras de canard d'origine bulgare : il est vraisemblable qu'il s'agit des carcasses correspondantes. Les achats de poulet et de dinde progressent respectivement de 23 % et de 9 % par rapport à 2006.

Nos principaux fournisseurs, toutes espèces confondues, sont la Belgique (88 000 tec), les Pays-Bas (67 000 tec) et le Royaume-Uni (42 000 tec). Le Brésil se classe en quatrième position avec 35 000 tec et la plus forte hausse de nos importations le concerne (+ 67 % depuis 2006) à la suite de la réouverture des importations de viandes saumurées.

Cours moyens plus élevés qu'en 2006

Sur le marché de Rungis, les cours moyens 2007 du poulet pac standard et du poulet label sont élevés : respectivement 18 % et 16 % de plus qu'en

2006. Les cours de Rungis sont très sensibles aux crises : les prix avaient chuté en 2006, expliquant en partie la forte variation de 2007.

Dans un contexte de faible production, les cours moyens de la dinde sont également à la hausse (selon le Cidef, + 21 % par rapport à 2006 pour la cuisse et + 47 % pour le filet).

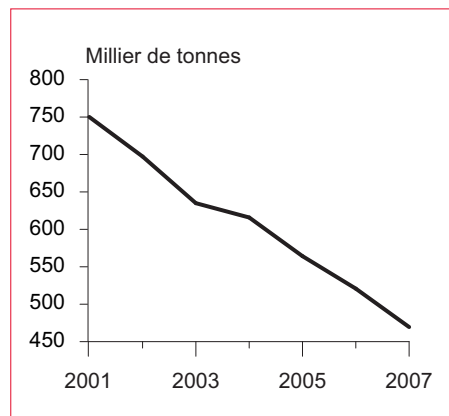
Les marges des producteurs sont toutefois réduites par l'augmentation du coût de l'aliment pour volailles, à la suite de la flambée du prix des matières premières (+ 16 % par rapport à 2006) mesuré par l'Ipampa (indice des prix d'achat des moyens de production agricole).

En 2007, nouveau repli de la production française d'œufs

Le secteur de l'œuf a été relativement épargné par la crise de l'influenza aviaire. La production a néanmoins reculé en 2006 : 2 % d'œufs de consommation en moins par rapport à 2005. Cette diminution se confirme en 2007 avec 3 % de production en moins : 14 milliards et demi d'unités contre près de 15 milliards en 2006. Cette baisse est la plus importante des trois dernières années.

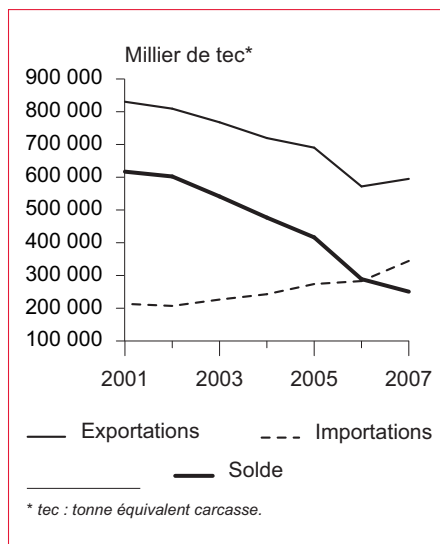
À l'inverse, la production d'œufs à couver, qui profite de la reprise de la production de poulets de chair, se

La production de dindes baisse constamment depuis 2001



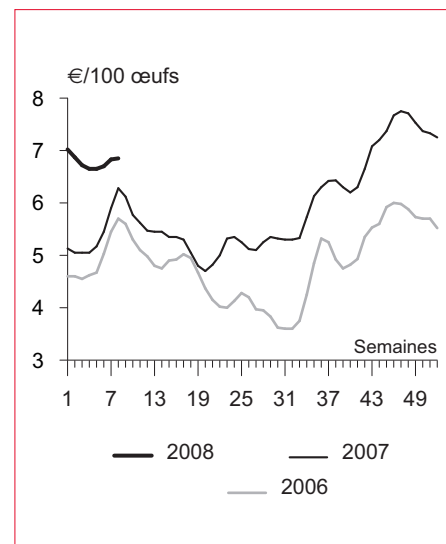
Source : Agreste

Le solde du commerce extérieur de viandes et préparations de volaille se dégrade



Source : Douanes

Le cours de l'œuf est élevé en 2007



Source : Les Marchés (cotation TNO)

redresse, en progressant de plus de 10 % en 2007. Elle s'était réduite de 15 % en 2006, sous l'effet de la réduction des mises en place due à la crise de l'influenza aviaire.

Le cours de l'œuf est très élevé : d'après la cotation TNO du journal *Les Marchés* il se situe autour de 7,25 €/cent

fin 2007. Il est en progression de plus de 30 % par rapport à la même période en 2006. Cette hausse est à relativiser avec celle enregistrée par le prix de l'aliment pour poudeuses : + 17 % entre 2006 et 2007. La cotation semble toutefois atteindre un maximum fin 2007 et se replier début 2008 (6,80 €/cent en moyenne sur les deux premiers mois).

Ce repli des cours se manifeste conjointement à la reprise de la production prévue entre avril et fin mai 2008 (2,7 % d'œufs de plus que fin 2007).

Dans le secteur des ovoproduits alimentaires, l'excédent commercial reste positif, mais s'érode (20 000 teoc en 2007 contre 32 500 teoc en 2006).

Sources

- Pour les abattages de volailles (gallus, dindes, canards, pintades, etc.) : enquête auprès des abattoirs de volailles et de lapins
- Pour les quantités d'œufs mis en incubation et les poussins éclos utilisés en France : enquête Accoueurs
- Pour les cotations des volailles : SNM
- Pour la cotation TNO des œufs : le journal *Les Marchés*
- Pour le commerce extérieur : Douanes

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- « Sortie de crise pour l'ensemble de la filière volaille à l'exception de la dinde », Agreste Conjoncture, Synthèse Aviculture, novembre 2007
- « La production de volailles est en hausse constante sur l'année 2007 », Agreste Conjoncture, Synthèse Aviculture, décembre 2007
- Bilan conjoncturel 2007
- « Près de 20 000 tonnes de foies gras produites en France en 2007 », Agreste Conjoncture, Synthèse Aviculture, n° 1, janvier 2008

PRODUCTIONS ANIMALES - Lait

Synthèse avril n° 2008/23

Retour éditorial

Produits laitiers : excédent commercial record en 2007

En 2007, après un recul en 2006, l'excédent commercial français observé sur les produits laitiers progresse de près de 10 %, pour atteindre un niveau record de 2,6 milliards d'euros. Associée à la forte croissance de la demande mondiale, la flambée des cours des produits laitiers sur le marché mondial stimule les exportations de produits laitiers, qui progressent de 13 % pour un montant total de près de 5,2 milliards d'euros. Ce dynamisme profite aux principaux produits laitiers industriels, poudres de lait, beurre et poudre de lactosérum, mais aussi aux fromages qui contribuent, à eux seuls, à près de 60 % du solde excédentaire des produits laitiers.

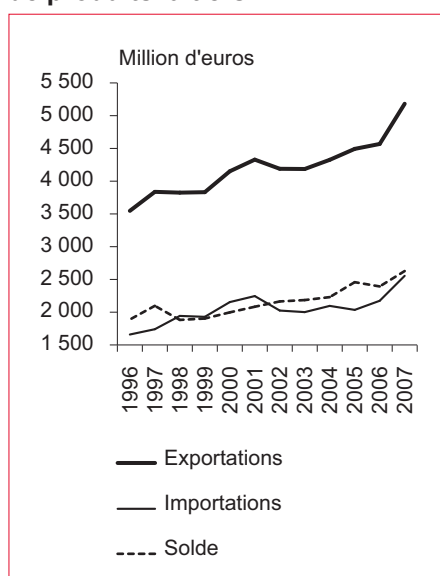
Les exportations de produits laitiers industriels bénéficient de l'envolée des prix sur le marché mondial

Les exportations françaises de produits laitiers industriels progressent fortement en valeur au cours de l'année 2007, stimulées par une demande mondiale en forte croissance. Malgré des disponibilités laitières réduites, les niveaux élevés des cours mondiaux sur les poudres de lait, le beurre et la poudre de lactosérum ont incité les industriels à accroître leurs exportations.

En 2007, la flambée des cours mondiaux favorise les exportations de poudres de lait malgré une production nationale en net repli.

Les ventes à l'étranger de **poudre de lait écrémé** continuent de s'accroître

En 2007, record historique de l'excédent commercial français de produits laitiers



Source : Douanes

en 2007 (+ 34 % en valeur), après une hausse de 13 % en 2006. En volume, elles progressent de près de 30 %, alors que les fabrications nationales reculent de plus de 6 % au cours de la même période. Totalisant près de 230 millions d'euros, plus de 80 % de ces ventes sont destinées à nos partenaires européens : Italie (19 % des exportations de poudre de lait écrémé), Pays-Bas et Espagne (17 %). Au total, l'excédent commercial s'accroît de plus de 40 % pour s'établir à 143 millions d'euros.

Après un repli de plus de 18 % en 2006, les ventes à l'étranger de **poudre de lait non écrémé** se reprennent en 2007 (+ 12 %), progressant de 5 % en volume. Représentant près de 260 millions d'euros, les ventes destinées à nos voisins européens dépassent désormais celles destinées aux pays

tiers. Les principaux pays acheteurs sont les suivants : Algérie (25 % des exportations), Union économique belgo-luxembourgeoise (20 %), Allemagne (9 %), Italie (8 %), Sénégal et Arabie-Saoudite (6 %). Au total, le solde excédentaire progresse de 7 % pour s'établir à 207 millions d'euros.

Pour l'ensemble des poudres, l'excédent commercial progresse ainsi de près de 20 % en 2007, après un recul de 11 % en 2006, pour atteindre près de 350 millions d'euros, ce qui représente 13 % de l'excédent commercial observé sur l'ensemble des produits laitiers. Il est en hausse de plus de 25 % avec les pays tiers, à 168 millions d'euros, après un recul de 25 % en 2006, mais il s'accroît de 14 % avec nos partenaires européens, à 180 millions d'euros.

Le marché mondial des autres produits laitiers industriels est également porteur pour les industriels français.

La production nationale de poudres de lactosérum s'accroît de près de 7 % en 2007. La flambée des cours mondiaux stimule les exportations en valeur, qui bondissent de plus de 45 % en 2007 (après + 26 % en 2006), pour s'établir à 409 millions d'euros, alors qu'elles diminuent de près de 2 % en volume. Plus de la moitié des ventes est réalisée avec nos partenaires européens, dont les Pays-Bas (26 %), l'UEBL (8 %) et l'Espagne (7 %). Les ventes aux pays tiers concernent

principalement la Chine (14 %), la Thaïlande (4 %) et la Russie (3 %). L'excédent commercial observé sur la poudre de lactosérum progresse ainsi de plus de 44 % en 2007, pour atteindre 270 millions d'euros.

Avec des fabrications nationales en hausse, les exportations de caséines et caséinates, dont la valeur dépasse 200 millions d'euros, progressent de 10 % en 2007, après une baisse de 17 % en 2006. Elles sont principalement destinées aux pays de l'Union européenne (70 %) et plus particulièrement à l'Italie (20 %), l'Espagne (17 %), les Pays-Bas et l'Allemagne (7 %). Le solde commercial, excédentaire à 159 millions d'euros, est en hausse de 6 % pour l'année 2007.

Le marché du beurre est également marqué par la flambée des cours mondiaux, ce qui se traduit par un accroissement de 10 % des exportations en valeur. En revanche, les volumes reculent de 3 % malgré des fabrications en hausse. Les importations en valeur enregistrent également une forte croissance (+ 12 %), ce qui entraîne un creusement du déficit commercial, à - 243 millions d'euros. Les déficits se creusent avec les Pays-Bas (- 68 millions d'euros), l'UEBL (- 38 millions d'euros), l'Allemagne et l'Espagne (- 32 millions d'euros) mais il se réduit avec l'Irlande à - 32 millions d'euros. Concernant le beurre anhydre (butter-oil), les ventes s'accroissent de 40 %, mais la forte hausse des importations entraîne un creusement

du déficit commercial, passant de - 2 millions d'euros en 2006 à - 22 millions d'euros en 2007.

Le déficit de la collecte laitière française se traduit par un accroissement des importations de lait et de crème en vrac. Concernant la crème en vrac, le déficit commercial s'accroît en 2007 pour s'établir à - 87 millions d'euros, et pour les laits liquides en vrac, le solde commercial, excédentaire à 70 millions d'euros, se replie de 10 % en 2007.

Les fromages contribuent majoritairement à la forte croissance de l'excédent commercial des produits laitiers

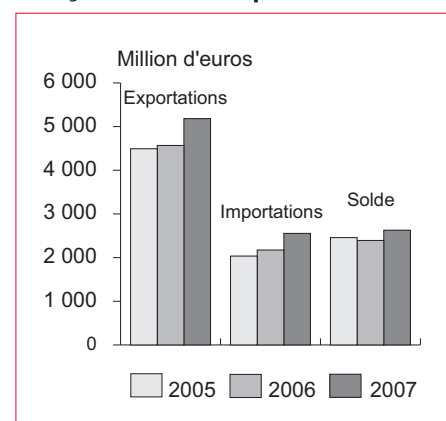
Les fromages français sont très prisés à l'étranger. Avec une hausse de 2 % en 2007, la production nationale de fromages est alimentée par le dynamisme de la demande extérieure, ce qui se traduit par la poursuite de la croissance des exportations de fromages en 2007 (+ 5 % en valeur et + 4 % en volume). Les ventes des fromages représentent près de la moitié de la valeur de l'ensemble des exportations de produits laitiers. Elles sont essentiellement destinées aux pays membres de l'Union européenne (80 %), dont les achats s'accroissent de 4,8 %. Elles progressent également avec les pays tiers, de 5,6 %. Nos ventes sont principalement destinées à l'Allemagne (25 %), l'UEBL (18 %), le Royaume-Uni (12 %), l'Espagne (9 %), l'Italie (7 %) et les États-Unis (5 %).

Le partage volume-prix des exportations de produits laitiers en 2007

	Valeur (million d'euros)	Évolution 07/06 en valeur (%)	Évolution 07/06 en prix (%)	Évolution 07/06 en volume (%)
Total Produits laitiers et dérivés	5 182	13,5		
dont :				
Laits liquides conditionnés	238	29,8	5,0	+ 24,8
Fromages	2 406	5,0	1,1	+ 3,9
Crème conditionnée	77	7,2	5,5	+ 1,7
Yaourts et desserts lactés frais	388	0,1	1,0	- 0,9
Beurre	142	10,5	13,7	- 3,2
Poudre de lait écrémé	230	34,1	4,8	+ 29,3
Poudre de lait non écrémé	259	12,2	7,4	+ 4,8
Poudres de laits infantiles	265	25,4	7,2	+ 18,2
Poudre de lactosérum	409	46,5	48,3	- 1,8
Caséines et caséinates	208	9,9	21,5	- 11,7

Source : Douanes

En 2007, l'excédent commercial français bondit de près de 10 %



Source : Douanes

Par catégorie de fromages, excepté les fromages à pâte pressée non cuite dont les ventes à l'export chutent de près de 20 %, toutes les autres catégories de fromages sont bien orientées en 2007 : + 26 % pour les pâtes molles, + 12 % pour les pâtes pressées cuites, + 4 % pour les fromages frais, + 1,6 % pour les pâtes persillées et + 0,9 % pour les fromages fondus.

Face à une hausse de 5,6 % des importations, mais aux valeurs plus réduites que celles des exportations,

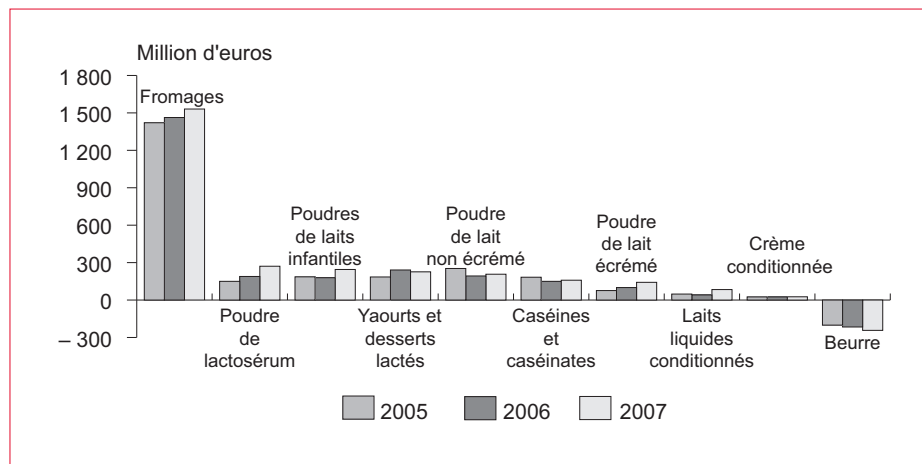
l'excédent commercial observé sur les fromages affiche une croissance de 4,7 % (après + 3 % en 2006) pour s'établir à plus de 1,5 milliard d'euros, ce qui représente près de 60 % de l'excédent commercial de l'ensemble des produits laitiers. Les principaux pays qui contribuent au très bon niveau de cet excédent sont l'Allemagne (400 millions d'euros), l'UEBL (380 millions d'euros), le Royaume-Uni (250 millions d'euros) et l'Espagne (170 millions d'euros). Le solde commercial est en revanche déficitaire avec les Pays-Bas (- 113 millions d'euros).

Après une baisse de 3 % en 2006, les exportations de **poudres de laits infantiles** se reprennent vigoureusement en 2007, avec une hausse de plus de 25 %, à 265 millions d'euros. Plus des deux tiers sont destinés aux pays tiers. Nos principaux clients sont l'Algérie (11 % des ventes), l'Allemagne (8 %), le Royaume-Uni (7 %), l'Arabie Saoudite (6 %) et la Pologne (5 %). En hausse de près de 40 %, l'excédent commercial atteint près de 245 millions d'euros.

Les exportations de **laits liquides conditionnés** progressent fortement en 2007 (+ 30 %), après une hausse de 4,6 % en 2006, ce qui entraîne un doublement de l'excédent commercial, passant de 41 millions d'euros en 2006 à 84 millions d'euros en 2007. Près de 90 % des ventes sont réalisées avec nos partenaires européens. L'excédent commercial progresse fortement avec l'Espagne, passant de 33 à 78 millions d'euros en 2007, mais il recule légèrement avec l'Italie, pour se situer à 71 millions d'euros. En revanche, un déficit commercial s'observe avec l'Allemagne (- 42 millions d'euros), les Pays-Bas (- 36 millions d'euros) et l'UEBL (- 34 millions d'euros).

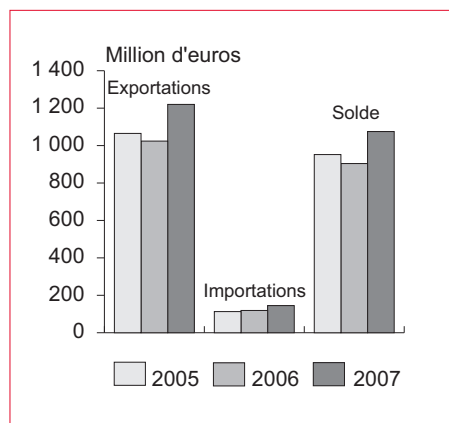
Les exportations de **crème conditionnée** sont en hausse de 7 % en 2007, après une croissance plus soutenue en 2006 (+ 19 %). Avec des importations également en hausse (+ 10 %), l'excédent commercial observé sur la crème s'accroît de 1,6 % en 2007 pour se situer à 26 millions d'euros.

Forte hausse de l'excédent commercial français pour les fromages et les poudres de lait



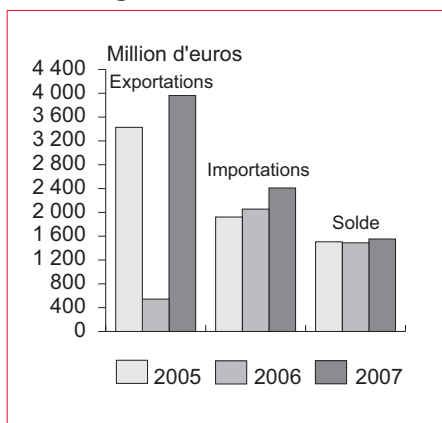
Source : Douanes

En 2007, les exportations avec les pays tiers sont en hausse de près de 20 %



Source : Douanes

En 2007, l'excédent commercial français de produits laitiers avec les pays de l'Union européenne est en légère hausse



Source : Douanes

Sources et définitions

Principales sources :

- L'enquête mensuelle laitière unifiée de l'Office de l'élevage / Scees pour les données de collecte de lait et de fabrications de produits laitiers.
- L'enquête sur la situation mensuelle laitière du Scees pour les données sur le prix et les teneurs en matière grasse et protéique du lait de vache.
- Les statistiques des douanes pour les données sur le commerce extérieur.

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste :

- « Les français boudent les produits laitiers », Agreste - Primeur n° 208, février 2008.
- « Le marché du lait bio peine à se développer », Agreste - Primeur n° 205, janvier 2008.
- « Lait et produits laitiers en 2006 », Chiffres et données Agroalimentaire n° 152, novembre 2007.

Le Pôle laitier du Scees à Toulouse : Lionel HÉBRARD (tél : 05 61 28 95 28), Serge CAZENEUVE (tél : 05 61 28 93 78) et Jeanne GABRYSIAK (tél : 05 61 28 94 40).

Retour éditorial

Bonne tenue de l'activité des IAA en 2007 sur fond de hausse des prix

L'activité progresse dans plusieurs secteurs. L'emploi salarié, en recul depuis quatre ans, se stabilise en 2007. Le chiffre d'affaires des IAA a fortement progressé en 2007 (+ 7 %) sous l'impulsion d'une forte croissance des prix dans de nombreux secteurs. La progression du chiffre d'affaires est très marquée dans les secteurs de transformation des céréales et oléagineux et du lait, en relation avec la flambée du prix des matières premières. Le secteur des viandes, malgré la sortie de la crise de l'influenza aviaire, montre la plus faible progression.

Confortée par la hausse des prix, la croissance du chiffre d'affaires se poursuit à un rythme élevé en 2007 (+ 7 % après une hausse de + 4 % en 2006). La progression est sensiblement plus soutenue que dans le reste de l'industrie manufacturière (+ 6 % contre + 5,3 % en 2006).

La hausse des prix en est la principale cause. En progression depuis près de deux ans, l'augmentation des prix continue de s'intensifier en 2007 (+ 4,6 % en glissement annuel après + 2,2 % en 2006). La croissance de la production des IAA (hors tabac) s'accélère également, passant de 1,1 % en 2006 à 2,1 % en 2007. La tendance est la même dans le reste de l'industrie manufacturière, où la production s'accroît de 1,8 %, après une hausse de 0,9 % en 2006.

La hausse du prix des matières premières soutient le chiffre d'affaires de nombreux secteurs

De nombreux secteurs contribuent à l'amélioration du chiffre d'affaires. Ce

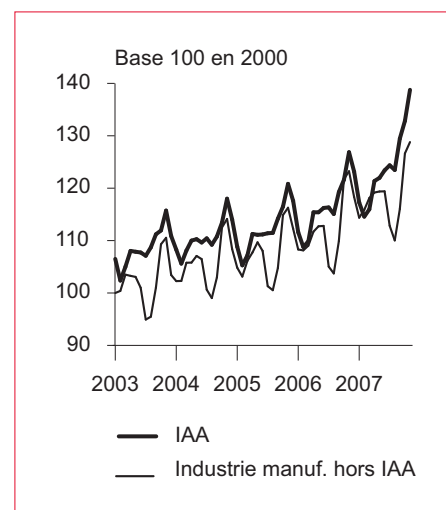
sont principalement les secteurs qui sont dopés par la hausse des prix des matières premières, le travail des grains, les aliments pour animaux et les produits laitiers. La hausse des prix des céréales contribue fortement à la progression des chiffres d'affaires du travail des grains (+ 14 %) et de l'alimentation animale (+ 14 %). Les ventes de produits laitiers progressent de près de 9 %, en raison d'une nette revalorisation du prix du lait et des produits industriels. La hausse des prix des oléagineux a également pesé sur le secteur de l'alimentation animale et celui des corps gras.

Pour ce dernier secteur, la hausse des prix s'accompagne d'une forte progression de l'activité (+ 21 %) sous l'impulsion du développement des agrocarburants.

La hausse des prix est toujours soutenue dans le secteur des boissons (+ 6 %). Elle fléchit pour les eaux et boissons rafraîchissantes, mais s'amplifie pour les autres filières et notamment les vins (+ 9 %) et le malt (+ 21 %). Au total le secteur reste

dynamique avec un chiffre d'affaires en hausse de 8 %. La hausse des prix s'amplifie nettement pour les produits à base de fruits et légumes (+ 7 %), soutenant le chiffre d'affaires du secteur (+ 6 %). La hausse du chiffre d'affaires s'amplifie légèrement pour

En 2007, hausse du chiffre d'affaires plus soutenue pour les IAA que pour le reste de l'industrie



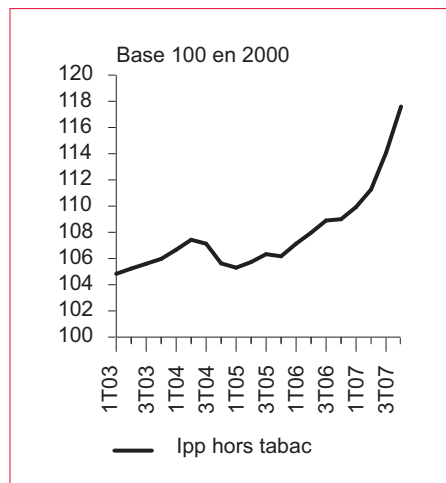
Source : Insee - Indice du chiffre d'affaires - Données brutes mm³

l'ensemble des viandes (+ 3,9 %). Les prix ne prennent pas part à cette accélération. En hausse de 2,2 % en 2006, le prix des viandes se stabilise globalement pour l'ensemble du secteur en 2007. En hausse pour les viandes de veau, de mouton et de volaille, la baisse s'aggrave pour celles de porc.

La hausse de l'activité est limitée pour la plupart des secteurs

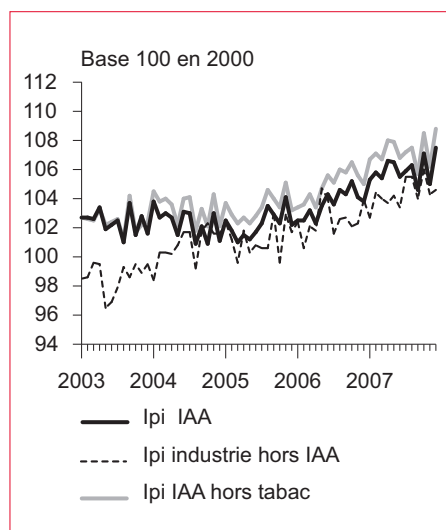
Outre la croissance toujours soutenue dans le secteur des corps gras, la hausse de l'activité provient essentiel-

En 2007, la hausse des prix s'amplifie nettement



Source : Insee - Ipp - Séries brutes

En 2007, amélioration de l'activité pour les IAA et pour le reste de l'industrie



Source : Insee - Ipi cvs - cjo

lement d'une reprise dans le secteur des viandes et des produits laitiers. Elle est surtout imputable aux viandes de volailles dont la production avait été affectée l'année précédente par la crise de l'influenza aviaire. Le secteur du travail des grains progresse de 1,7 %, en raison d'une bonne demande extérieure. L'ensemble « autres produits alimentaires » progresse plus fortement qu'en 2006 (+ 2,9 %). Le développement du bioéthanol dynamise la filière sucrière (+ 7 %) et l'activité reste soutenue pour l'alimentation infantile et diététique (+ 8 %). La production d'aliments pour animaux stagne comme en 2006. La baisse pour les aliments de compagnie compense la nette reprise de la production d'aliments de ferme.

En revanche, la hausse de l'activité fléchit pour les boissons (+ 1,4 %), pénalisée par la faible demande en boissons non alcoolisées (eaux de table, boissons rafraîchissantes et bières) au cours de l'été, en raison de conditions climatiques défavorables, et par le recul de la demande étrangère de boissons alcoolisées en fin d'année.

L'excédent commercial s'améliore en 2007

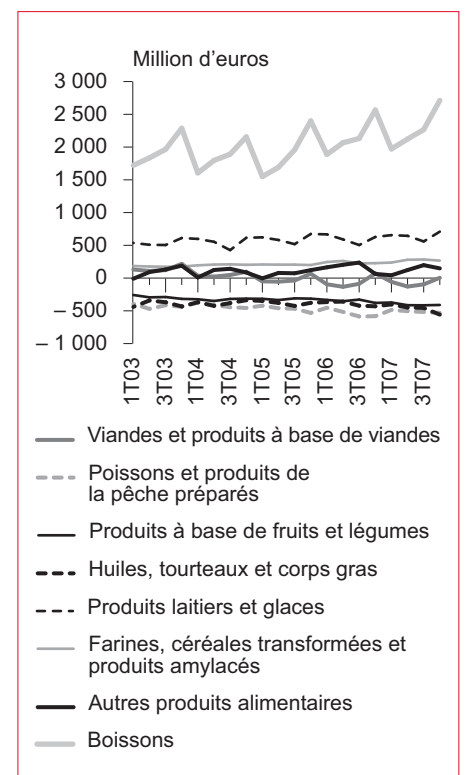
Les exportations s'accroissent au même rythme que le chiffre d'affaires (+ 7 %

en glissement annuel) et leur montant atteint 34,2 milliards d'euros. L'amélioration est très nette pour les produits du travail des grains, les produits laitiers et dans une moindre mesure pour les fruits et légumes préparés et les aliments pour animaux. Ces évolutions sont soutenues par une bonne valorisation des produits, liée à la hausse des prix des matières premières.

La hausse des importations s'amplifie en 2007 (près de 9 %). Leur montant se chiffre à 25,8 milliards d'euros. Elles progressent dans la majorité des secteurs et notamment les produits laitiers, le travail des grains, les produits à base de fruits et légumes et les corps gras. Dans le même temps, elles diminuent pour les produits à base de poisson et la hausse ralentit pour les viandes, en raison de la baisse des prix des viandes de boucherie.

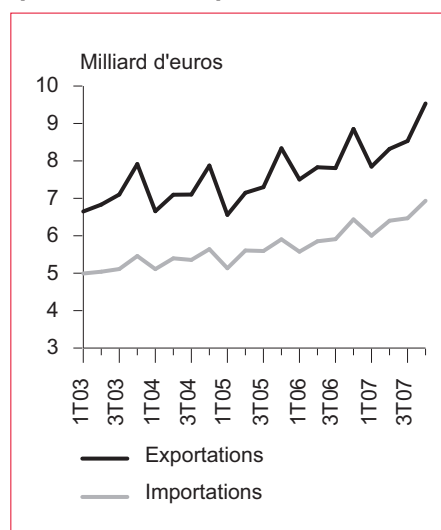
Au total, l'excédent commercial dégagé par les échanges de produits agroalimentaires (vins inclus, tabac exclu) s'améliore légèrement en 2007. Avec un montant de 8,4 milliards d'euros, il

Nette hausse de l'excédent des boissons et du déficit des corps gras



Source : Douanes

Hausse des importations plus soutenue que celle des exportations



Source : Douanes - Données brutes

progresses de 2,5 % et augmente de 206 millions euros par rapport à 2006. En recul depuis la fin 2006, il se redresse nettement au deuxième semestre 2007.

L'excédent commercial s'améliore nettement pour les boissons, les produits laitiers et le travail des grains et le déficit se réduit pour les poissons et produits de la pêche préparés. En revanche, l'excédent diminue pour les « autres industries alimentaires » et le déficit se creuse pour les corps gras et les viandes.

L'emploi salarié cesse de se dégrader en 2007

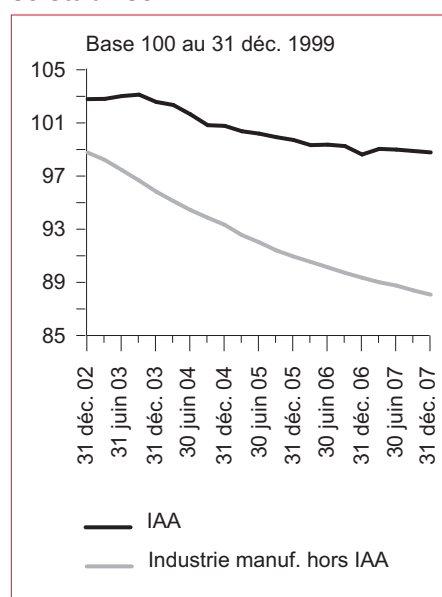
L'emploi salarié des IAA, salariés des entreprises artisanales inclus, semble se stabiliser fin 2007 comparé à fin 2006. Encore en repli modéré aux trois premiers trimestres en glissement annuel, il progresse très légèrement au quatrième trimestre. Le secteur qui avait perdu près de 4 000 emplois fin 2006, en gagne 900 fin 2007. Pour le reste de l'industrie manufacturière, l'emploi salarié continue de se dégrader, mais à un rythme moins soutenu que les années précédentes. En un an, les effectifs ont diminué de 42 000 emplois – 1,4 %) contre 52 000 l'année précédente.

Les industriels restent optimistes au premier trimestre 2008

Les industriels de l'agroalimentaire, interrogés en mars 2008, estiment que l'activité est encore bien orientée au premier trimestre 2008 comparée au même trimestre de 2007. Bien qu'en repli, les carnets de commandes glo-

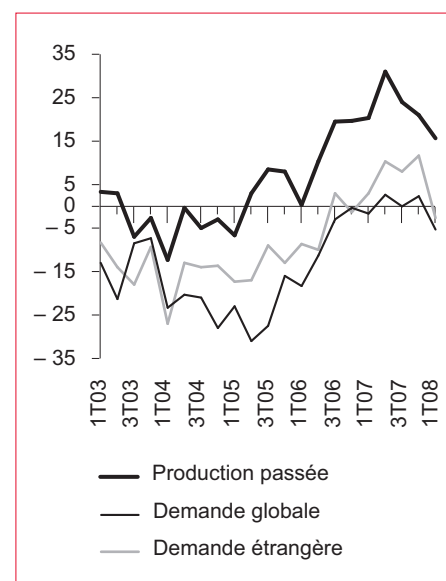
baux et étrangers restent bien garnis. Les stocks de produits finis ont tendance à s'alléger. Toujours jugés insuffisants dans l'industrie laitière, ils sont en revanche estimés élevés pour les viandes et surtout les boissons. Les perspectives personnelles de production demeurent bonnes pour les prochains mois.

Fin 2007, l'emploi des IAA se stabilise



Source : Insee - Emploi salarié en fin de trimestre

Au premier trimestre 2008, la hausse de l'activité des IAA fléchit



Source : Insee - Enquête mensuelle dans l'industrie - Solde des réponses

En 2007, tous les indicateurs sont bien orientés

Évolution en %*	Année 2006/Année 2005					Année 2007/Année 2006					
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	
15.1	Ind. des viandes	- 1,4	2,2	3,3	1,5	5,9	1,7	0,3	3,9	2,7	3,4
15.2	Ind. du poisson	//	6,0	7,1	6,2	11,5	//	1,9	10,2	3,0	- 2,5
15.3	Ind. fruits et légumes	3,6**	2,2	6,4	10,4	9,9	6,0***	6,8	5,8	8,0	11,6
15.4	Ind. des corps gras	17,5	5,4	10,1	19,7	7,9	20,9	7,2	8,0	4,3	13,8
15.5	Ind. laitière	0,2	- 0,1	1,7	2,3	5,2	1,7	3,5	8,4	12,7	18,4
15.6	Travail des grains	2,3	0,9	4,4	9,8	3,4	1,7	12,3	14,1	14,1	16,6
15.7	Fab. aliments anim.	0,1	3,7	2,2	9,2	0,3	0,1	20,6	13,5	7,9	2,9
15.8	Autres ind. alim.	1,5	2,4	3,1	12,6	5,6	2,9	2,6	7,6	6,0	9,6
15.9	Ind. des boissons	3,9**	3,2	8,6	12,2	6,4	1,4**	5,7	7,7	5,6	8,4
15	Ensemble IAA	1,1	2,2	4,1	9,0	6,9	2,1	4,6	7,5	7,0	8,6

* Les diverses sources rassemblées dans ce tableau de synthèse ont des couvertures différentes (champs, branche ou secteur) et ne sont pas de ce fait toujours immédiatement comparables.

** Non compris les vins.

*** Jus de fruits.

Source : Insee

Viandes : reprise de l'activité dans la filière volaille après la crise de 2006

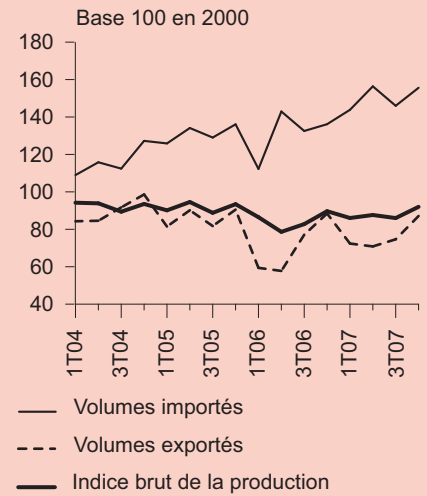
Après un repli de 1,7 % en 2006, l'activité globale du secteur progresse de 1,7 % en 2007, notamment en raison de la reprise de l'activité de la filière volaille fortement touchée par la crise de l'influenza aviaire en 2006. En baisse de 8 % l'année précédente, la production de cette filière progresse de 4 %, sans toutefois retrouver son niveau d'avant crise, la production de viandes de dinde étant toujours en baisse. Celle de viandes de boucherie marque une légère reprise (+ 1,5 %), notamment pour les viandes de gros bovins.

Les prix sont quasi stables pour l'ensemble du secteur, la hausse des prix des viandes de volaille compensant la baisse dans les viandes de boucherie et notamment de porc. Le chiffre d'affaires augmente de près de 4 % pour l'ensemble du secteur. Il stagne pour les viandes de boucherie, progresse pour les préparations à base de viandes et augmente de plus de 12 % pour les viandes de volaille, aidé par une bonne valorisation des produits.

Cependant, le déficit commercial initié en 2005, s'accroît à nouveau et atteint 274 millions d'euros. Les exportations augmentent faiblement

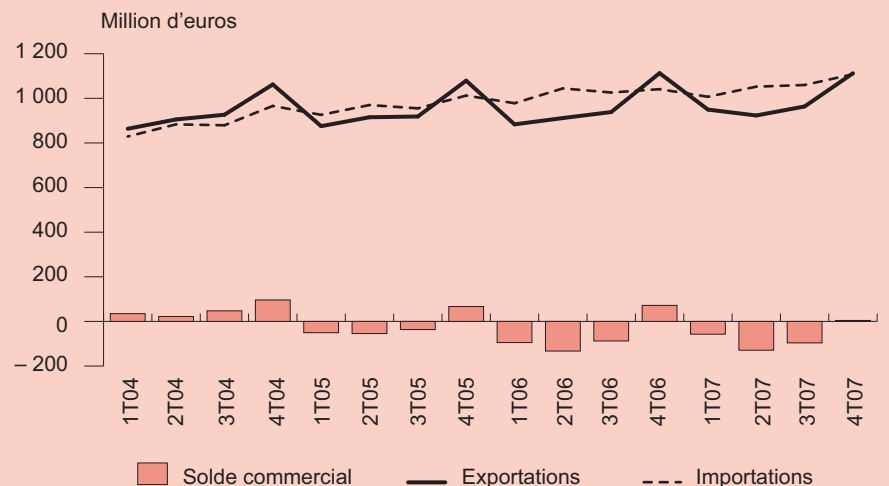
(+ 2,6 %). Elles se replient de 1,4 % pour les viandes de boucherie pénalisées par la baisse des prix, progressent de 14 % pour les viandes de volaille, grâce à la forte remontée des prix et s'accroissent de 3,8 % pour les préparations à base de viandes. Les importations globales continuent à progresser (+ 3,2 % en 2007). En repli de 2,3 % pour les viandes de boucherie, elles augmentent de 8 % pour les préparations à base de viandes et s'envolent pour les viandes de volaille (+ 31 %). Il s'agit à la fois d'une reprise après les incidents liés à l'influenza aviaire et de la réouverture des marchés européens aux produits brésiliens.

En 2007, reprise de l'activité pour les viandes de volaille



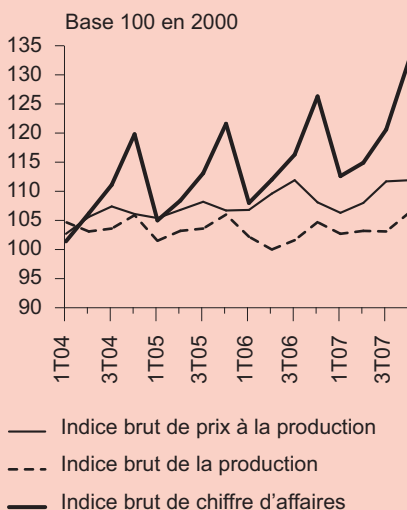
Source : Insee, Douanes, Agreste

Hausse des échanges extérieurs de viandes



Source : Douanes

Amélioration des ventes de viande



Source : Insee

Indicateurs : Viandes

Évolution en %	Année 2007/Année 2006				
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations
Viandes et produits à base de viandes	1,7	0,3	3,9	2,6	3,2
Viandes de boucherie	1,5	- 3,1	0,5	- 1,4	- 2,3
Viandes de volailles	4,2	8,0	12,5	14,3	30,7
Préparations à base de viandes	0,7	1,4		3,8	7,7
Préparations à base de viandes hors charcuterie			5,3		
Charcuterie			1,6		

Source : Insee, Douanes

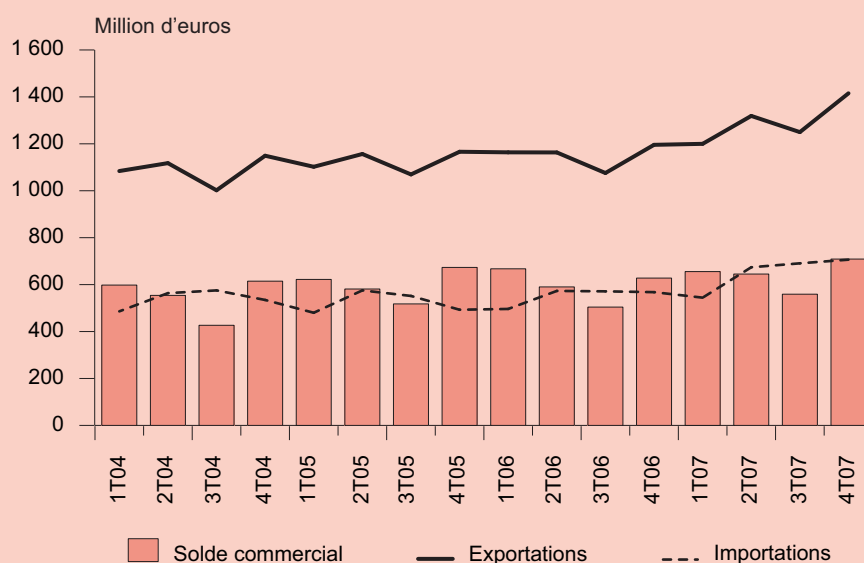
Industrie laitière : l'activité du secteur est tirée par la forte demande extérieure

Après deux années de stagnation, l'activité de l'ensemble du secteur progresse de 1,7 % en 2007. L'activité s'intensifie pour les produits de grande consommation alors qu'elle continue de se replier pour les poudres de lait (-2,4 % après -10 % en 2006), en raison de la faible collecte laitière. Stables en 2006, les prix à la production augmentent globalement de 3,5 %. Le prix des produits industriels s'envole, notamment pour les poudres de lait (+31 %), en raison des faibles disponibilités sur le marché mondial dans un contexte de croissance de la demande. Celui des produits de grande consommation augmente également, surtout au deuxième semestre. Les exportations globales du secteur font un bond de 13 % en valeur. Elles progressent for-

tement pour les produits industriels (beurre et poudres de lait) et le lait liquide conditionné. Malgré une forte hausse des importations (+18 %), l'excédent commercial s'améliore

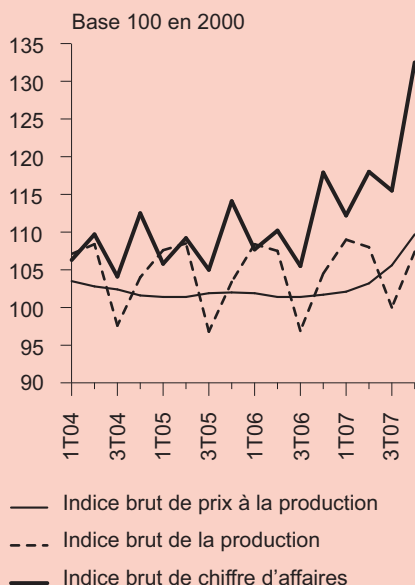
nettement (+180 millions d'euros). Le chiffre d'affaires progresse dans toutes les filières et s'accroît de près de 9 % pour l'ensemble du secteur.

En 2007, forte hausse des échanges commerciaux de produits laitiers



Source : Douanes

Le chiffre d'affaires des produits laitiers dopé par les prix



Source : Insee

Indicateurs : Produits laitiers

Évolution en %	Année 2007/Année 2006				
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations
Produits laitiers et glaces	1,7	3,5	8,5	12,7	18,4
Laits et produits laitiers	1,7	3,5	8,9	13,1	18,3
Lait liquide, crème de lait, produits frais	1,6	3,1	9,0		
Lait liquide et crème de lait		5,0			
Yaourts et desserts lactés frais		1,8		6,6	4,3
Laits secs	-2,4	31,3	14,4	21,5	28,2
Beurre	2,8	4,1	12,6	17,1	18,8
Fromages	2,1	1,1	7,1	4,9	5,1
Glaces et sorbets		2,9	0,5	6,7	17,4

Source : Insee, Douanes

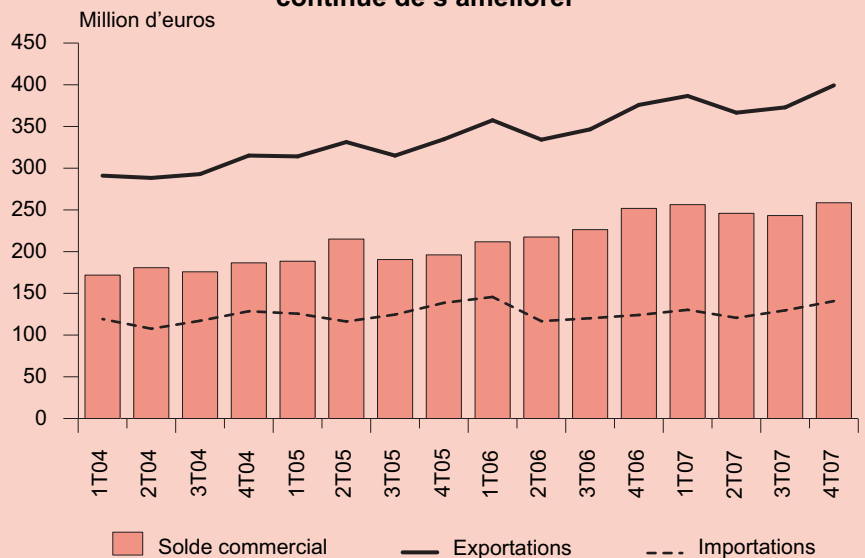
Alimentation animale : les prix s'envolent avec la hausse des cours des céréales

L'activité du secteur est globalement stable depuis deux ans. Cependant les évolutions sont contrastées entre les deux filières. En baisse depuis trois ans, celle des aliments pour animaux de ferme marque une nette reprise en 2007 (+ 3,3 %), notamment pour les vaches laitières et la volaille. En revanche, la filière des aliments pour animaux de compagnie est en repli de 5 %. Les prix, qui intègrent la hausse des cours des matières premières (céréales et tourteaux) depuis le début de la campagne 2006/2007 s'envolent (+ 21 %). En conséquence, après une hausse de 2,2 % en 2006, le chiffre d'affaires progresse fortement en 2007 (+ 14 %). En nette amélioration pour les aliments composés pour animaux de ferme (+ 15 %), il augmente de

8 % pour les aliments pour animaux de compagnie. Ces derniers constituent l'essentiel des exportations du secteur. Les ventes à l'étranger continuent de progresser (+ 8 % après

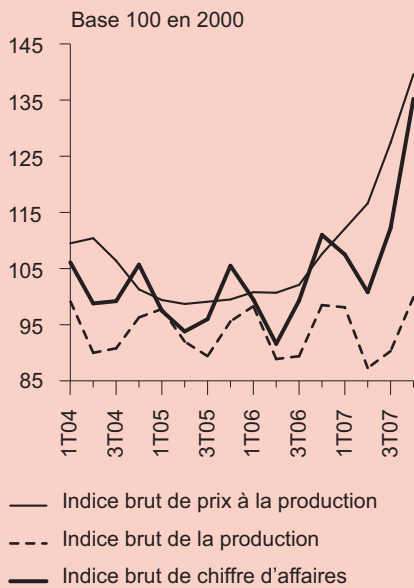
une hausse de 9 % les deux années précédentes), permettant une nouvelle amélioration de l'excédent commercial.

L'excédent des aliments pour animaux continue de s'améliorer



Source : Douanes

Envolée des prix des aliments pour animaux



Source : Insee

Indicateurs : Alimentation animale

Évolution en %	Année 2007/Année 2006				
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations
Aliments pour animaux	0,1	20,6	13,5	7,9	2,9
Aliments pour animaux de ferme	3,3	20,6	15,4	15,2	45,6
Aliments pour animaux d'agrément	- 5,3	5,5	7,0	7,7	2,6

Source : Insee, Douanes

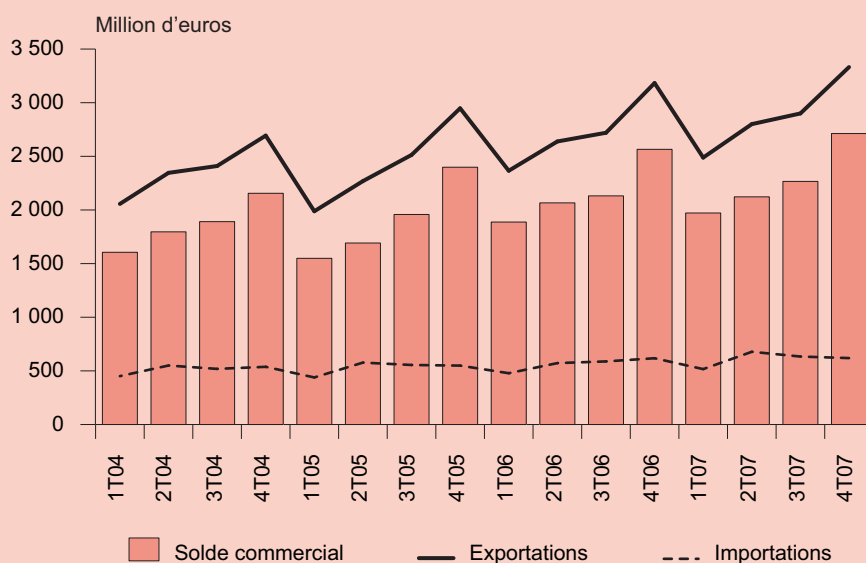
Boissons : l'activité est tirée par la bonne demande extérieure en 2007

L'activité progresse moins vite en 2007 (+ 1,4 % après + 3,9 % en 2006). Les mauvaises conditions climatiques de l'été ont fait chuter les livraisons de boissons non alcoolisées (eaux de tables, boissons rafraîchissantes et bières) de 20 % au troisième trimestre. La hausse des prix s'amplifie, passant de 3,2 % en 2006 à 5,7 %. Les prix augmentent dans toutes les filières du secteur et notamment pour les eaux de table (+ 8 %), les vins (+ 7 %), qui marquent une reprise avec la faible récolte 2007/2008 et le malt (+ 21 %) qui répercute la hausse du cours de l'orge. Les exportations (près de 6 %) progressent moins fortement qu'en 2006 (+ 12 %). Elles se contractent pour les eaux de table, les boissons rafraîchissantes et les bières. Bien que les exportations de champagne augmentent de 10 %, battant le record de 2006 en nombre de bouteilles, la hausse ralentit pour les boissons alcooliques distillées et les vins, en raison d'un repli au quatrième trimestre. Dans le même

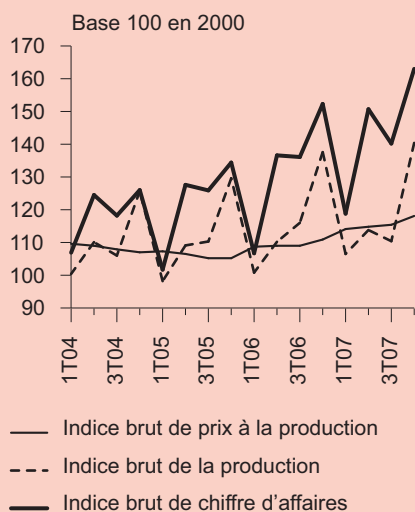
temps, les importations (+ 8 %) s'accroissent à un rythme plus soutenu qu'en 2006 (+ 6 %). En forte augmentation depuis deux ans, l'excédent commercial augmente plus faiblement en 2007 (+ 422 millions

d'euros contre + 1 052 millions en 2006). En conséquence, la hausse du chiffre d'affaires fléchit légèrement (+ 8 % contre + 9 % en 2006), notamment pour les boissons alcooliques distillées et les eaux de table.

En 2007, excédent record pour les boissons



En 2007, bonnes performances pour les boissons



Indicateurs : Boissons

Évolution en %	Année 2007/Année 2006				
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations
Boissons	1,4	5,7	7,7	5,6	8,4
Boissons alcooliques distillées	4,1	3,4		3,3	7,0
Eaux-de-vie naturelles		5,5	9,0		
Alcool éthylique		9,4	15,6	48,7	- 6,9
Champagnes et mousseux	5,0	4,6	10,9	10,2	11,7
Vins		6,8	6,4	6,7	10,1
Bière	- 4,2	5,1	6,9	- 3,1	4,0
Malt	- 4,7	21,4	10,7	7,6	- 21,2
Eaux et boissons rafraîch.		5,9		- 6,7	14,1
Eaux de table	- 3,9	8,4	2,0	- 8,0	12,3
Boissons non alcoolisées diverses	1,7	4,0	11,4	- 4,6	14,5

Source : Insee, Douanes

Autres secteurs : l'activité des corps gras toujours soutenue par la filière biodiesel

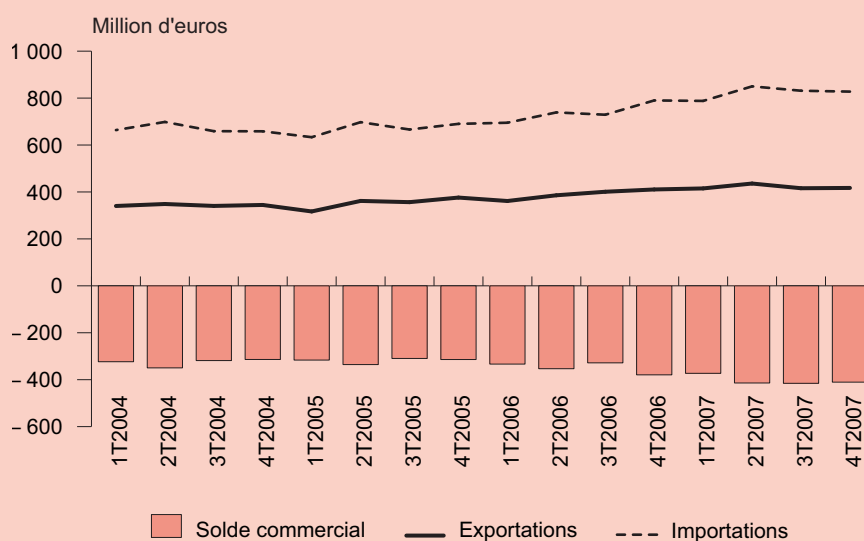
Fruits et légumes : la hausse du chiffre d'affaires global se maintient en 2007 (+ 6 %), en raison d'une forte valorisation des produits (+ 7 % contre + 2,2 % en 2006). La hausse du chiffre d'affaires est très élevée pour les préparations à base de pommes de terre (+ 15 %) et les jus de fruits (près de 10 %). Les importations, notamment celles en provenance des nouveaux états membres de l'Union européenne et du Maroc, progressent plus fortement (+ 12 %) que les exportations (+ 8 %). Le déficit commercial continue de s'aggraver.

Corps gras : l'activité est toujours très soutenue en 2007 (+ 21 % après + 18 % en 2006), principalement dans la filière des huiles raffinées (+ 30 %), portée par le développement du biodiesel en France et en Europe. La production d'huiles brutes et tourteaux augmente beaucoup plus faiblement (+ 2,5 %), en raison de la baisse de la récolte de tourne-

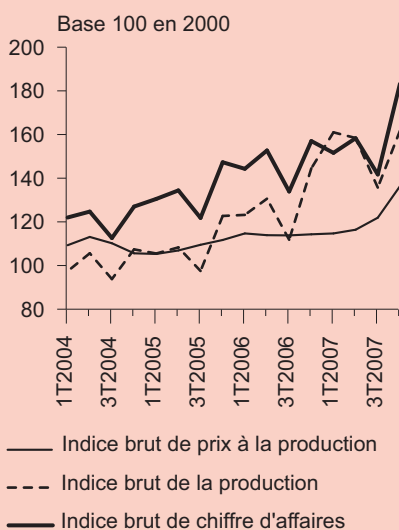
sol sur les deux dernières campagnes. La hausse des prix se confirme (+ 7 % après + 5 % en 2006), notamment pour les tourteaux. En hausse de 20 % en 2006, les exportations globales du secteur augmentent seulement de 4,3 % en 2007, en raison d'une baisse de

4,2 % des exportations d'huiles raffinées (+ 30 % en 2006). La hausse des cours des tourteaux contribue fortement à l'accroissement des importations (+ 14 %) et du déficit commercial. Le chiffre d'affaires progresse sensiblement au même rythme qu'en 2006.

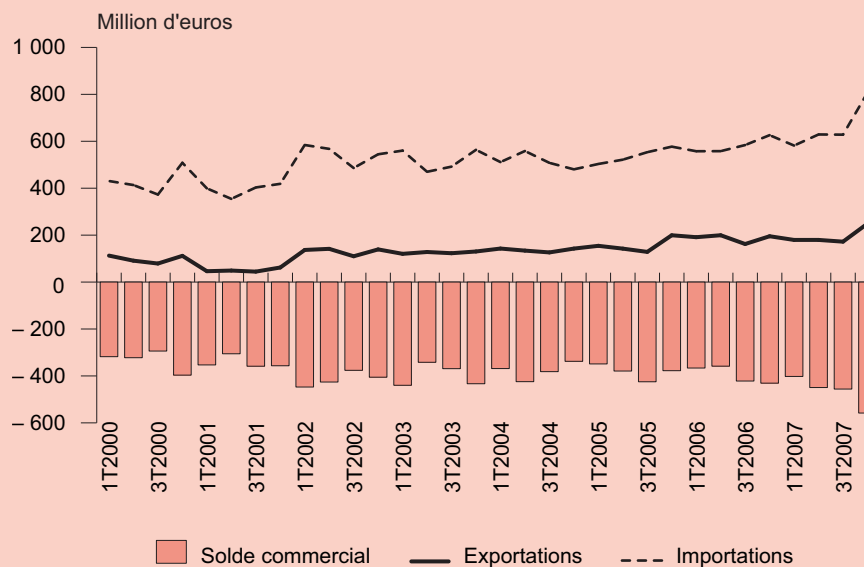
En 2007, le déficit s'aggrave pour les fruits et légumes préparés



En 2007, hausse des volumes et des prix pour les corps gras



En 2007, la hausse des prix amplifie le déficit des corps gras

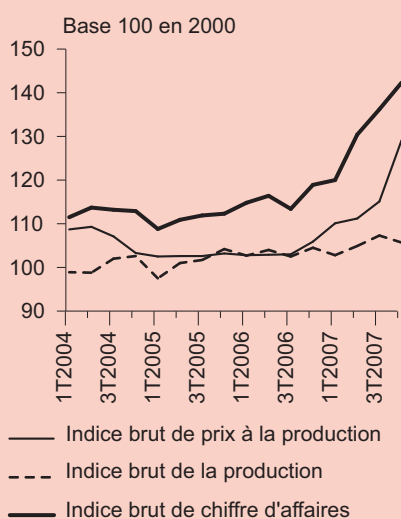


Travail des grains, produits amy-lacés : répercutant la forte hausse des cours des céréales depuis les deux dernières campagnes, les prix augmentent de 12 % sur l'ensemble de l'année et entraînent un bond du

chiffre d'affaires de 14 % en 2007 (+ 4 % en 2006). Ce renchérissement des produits contribue à la forte croissance des exportations (+ 14 %) et des importations (+ 17 %) et permet une amélioration de l'excédent

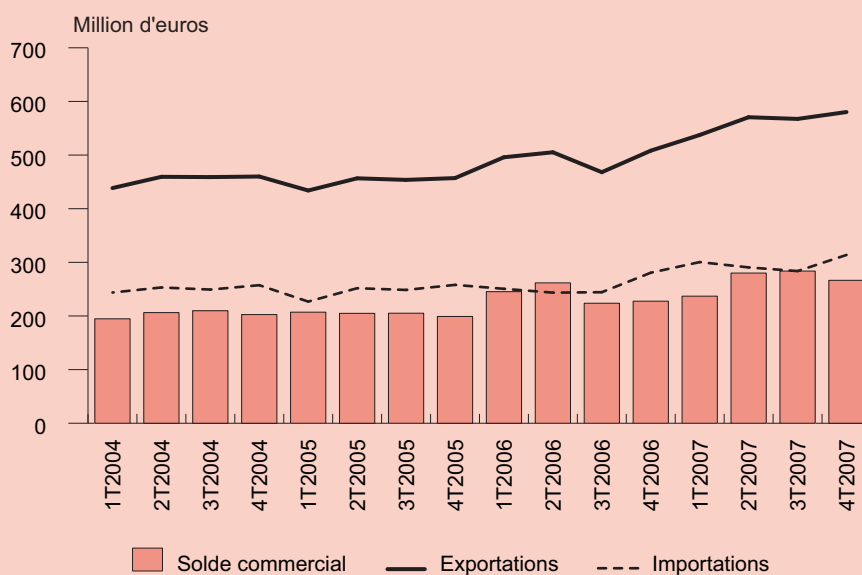
commercial. L'activité progresse un peu plus faiblement qu'en 2006 (+ 1,7 % après 2,3 % en 2006), notamment pour les farines et les produits amy-lacés.

Les prix du travail des grains répercutent la hausse des cours des céréales



Source : Insee

La hausse des prix amplifie l'excédent du travail des grains



Source : Douanes

Sources

Les données présentées dans ce document portent sur l'ensemble des industries alimentaires (poste 15 de la Nomenclature d'activités française).

Elles incluent les boissons y compris les vins mais ne comprennent pas les industries du tabac.

L'ensemble Industrie comprend toutes les industries manufacturières, à l'exclusion des IAA, de l'énergie et de la construction.

Les différents indicateurs des IAA utilisés dans ce document ont des couvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont de ce fait pas toujours immédiatement comparables.

L'indicateur de chiffre d'affaires (Ica) et l'emploi salarié sont des indicateurs sectoriels.

Les autres indicateurs (indice de production industrielle (Ipi), indice de prix à la production (Ipp), données sur le commerce extérieur) sont des indicateurs de branche.

Les séries retenues pour l'Ipi couvrent partiellement certains domaines :

- L'Ipi de l'industrie des fruits et légumes ne concerne que les jus de fruits.
- L'Ipi de l'industrie laitière ne couvre pas les glaces
- L'Ipi de l'industrie des boissons ne comprend pas les vins.

Lors des comparaisons, la période de référence lorsqu'elle n'est pas précisée, est le trimestre de l'année précédente.

Résultats de l'enquête annuelle d'entreprise dans les IAA en 2006

Principales données de structure des IAA en 2006

	Entreprise nombre	Effectif salarié au 31/12		Chiffre d'affaires		Résultat courant avant impôt			Investissement (hors apport)		
		en mille	en %	milliard d'€	en %	million d'€	en %	% du CA	million d'€	en %	% du CA
15.1 Ind. des viandes	952	123,0	33,0	31,4	24,3	341	6,3	1,1	623	17,8	2,0
15.2 Ind. du poisson	147	13,3	3,6	3,4	2,6	86	1,6	2,5	76	2,2	2,2
15.3 Ind. fruits et lég.	161	21,8	5,8	6,8	5,3	192	3,6	2,8	245	7,0	3,6
15.4 Ind. corps gras	29	2,0	0,5	2,1	1,6	146	2,7	7,0	22	0,6	1,0
15.5 Ind. laitière	302	53,9	14,5	23,1	17,9	494	9,2	2,1	550	15,7	2,4
15.6 Travail du grain	105	12,0	3,2	4,9	3,8	230	4,3	4,7	185	5,3	3,8
15.7 Fab. alim. ani.	213	19,0	5,1	9,8	7,6	311	5,8	3,2	180	5,1	1,8
15.8 Aut.ind. alim.	738	90,9	24,4	27,3	21,2	1 584	29,4	5,8	883	25,3	3,2
15.9 Ind. boissons	400	37,1	9,9	20,2	15,7	2 000	37,1	9,9	732	20,9	3,6
15 Ensemble IAA	3 047	373,0	100,0	129,0	100,0	5 384	100,0	4,2	3 496	100,0	2,7

Champ : entreprises des IAA de 20 salariés et plus en 2006.

Source : Agreste - Enquête annuelle d'entreprise 2006 - Résultats définitifs

En 2006, les résultats définitifs de l'enquête annuelle d'entreprise montrent une progression du chiffre d'affaires de 3,3 %. A prix constant, les ventes progressent de 1 % soit une hausse inférieure à celle observée en 2005 (1,9 %) et davantage comparable à celle des années 2003 et 2004. Plusieurs secteurs agroalimentaires connaissent néanmoins une forte activité. L'industrie des boissons, celle du sucre, de la chocolaterie-confiserie et autres fabrications agroalimentaires « diverses » profitent d'une croissance de la demande extérieure jamais observée depuis l'année 2000. Après quatre années consécutives de baisse, les investissements redémarrent fortement sous l'impulsion des productions de biocarburants. L'industrie des viandes (un tiers des emplois, un quart du chiffre d'affaires) en revanche connaît une situation difficile. L'abattage et la découpe de volailles sont confrontés à la crise de l'influenza aviaire et à ses conséquences sur le chiffre d'affaires, en recul en un an de 4 % en volume, et sur les exportations touchées par l'embargo décrété de mars à juin 2006 par de nombreux pays. En volume, les ventes de viandes bovine et porcine reculent de 2 % et celles de la charcuterie restent stables. L'amélioration est légère dans l'industrie laitière où le recul de la collecte amène une réorientation vers les productions à forte valorisation. Sous l'effet d'un marché mondial porteur, les ventes directes à l'étranger augmentent, notamment pour le lait liquide et les produits frais ainsi que pour les fromages (+ 6 %). Pour la troisième année consécutive, l'emploi salarié est en baisse de 1,1 %. Le recours à l'intérim s'intensifie dans presque tous les secteurs.

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste :

- Synthèses : le premier mois de chaque trimestre.
- « Dynamisme des investissements et des exportations », Agreste primeur n° 198, juillet 2007.
- Chiffres et données Industries Agricoles et Alimentaires - Résultats sectoriels et régionaux 2006, n° 154, février 2008.

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le Scees
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidéf : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Consoscan : panel de consommateurs de la société TNS (Secodip)
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGPEI : Direction générale des politiques économique, européenne et internationale
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Office de l'élevage : résulte de la fusion de l'Ofival (Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture) et de l'Onilait (Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers)
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OniGC : Office national interprofessionnel des grandes cultures. Résulte de la fusion de l'Onic (office national interprofessionnel des céréales), de l'Oniol (Office national interprofessionnel des oléagineux, protéagineux et cultures textiles) et du Firs (Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre)
Scees : Service central des enquêtes et études statistiques
Secodip : Société d'étude de la consommation, de la distribution et de la publicité
SNIA : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
SNM : Service des nouvelles des marchés
Syncopac : fédération nationale des coopératives de production et d'alimentation animale
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
UEBL : Union économique belgo-luxembourgeoise
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
Viniflhor : office national interprofessionnel des légumes, des vins et de l'horticulture. Résulte de la fusion entre l'Onivins (Office national interprofessionnel des vins) et l'Oniflhor (Office national interprofessionnel des fruits et légumes et de l'horticulture)

ABRÉVIATIONS

AOC : appellation d'origine contrôlée
ACE : aides aux cultures énergétiques
ADL : aide directe laitière
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics
Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française

CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
Fac : fonds d'allègement des charges
Fob : free on board
IAA : industries agroalimentaires
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IAA : industries agroalimentaires
Ipa : indice de prix de l'alimentation animale
Ipampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
MCM : montants compensatoires monétaires
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
NC : nomenclature combinée
OCM : organisation commune de marché
OTEX : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
Tec : tonne équivalent carcasse
Teoc : tonne équivalent œuf coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officieuse
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site du Service des nouvelles des marchés : www.snm.agriculture.gouv.fr

Des séries de prix sont disponibles sur le site du SNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste : scees-cdia@agriculture.gouv.fr

Le CDIA est ouvert le lundi, mardi et jeudi de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85.



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Secrétariat Général

SERVICE CENTRAL DES ENQUÊTES ET ÉTUDES STATISTIQUES
12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex
Tél. : 01 49 55 85 05 - Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directeur de la publication : Philippe Bonneau
Rédacteur en chef : Christine Deroin
Composition : SCEES Beauvais
Dépôt légal : À parution
ISSN : 1274-1086
© Agreste 2008

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr